

BULLETIN

**DE LA BANQUE
DE FRANCE**

SUPPLÉMENT STATISTIQUE

Mars 2015

Situation économique générale

1	Indicateurs d'activité industrielle — Enquête mensuelle de conjoncture — France	S3
2	Indicateurs d'activité industrielle — Enquête mensuelle de conjoncture — France (NAF rév. 2, données CVS)	S4
3	Indices des prix à la consommation	S5
4	Compétitivité de l'économie française	S6
5	Balance des paiements — Principales composantes (données trimestrielles) — France	S7
6	Compte de transactions courantes — Principales composantes — France	S8
7	Balance des paiements — Mouvements de capitaux (données trimestrielles) — France	S9
8	Balance des paiements — Ventilation géographique (données trimestrielles) — France	S10
9	Balance des paiements (données mensuelles) — France	S11
10	Position extérieure de la France (estimation des investissements directs en valeur mixte)	S12

Monnaie, placements et financements

11	Principaux indicateurs monétaires et financiers — France et zone euro	S13
12	Situation mensuelle de la Banque de France	S14
13	Dépôts — France	S15
14	Dépôts à terme — France	S16
15	Crédits des établissements de crédit implantés en France à des résidents français — France	S17
16	Montant des crédits nouveaux à la clientèle résidente hors découverts — France	S18
17	Placements et financements des sociétés d'assurance et fonds de pension — Zone euro et France	S19
18	Placements et financements des ménages — Zone euro	S20
19	Placements et financements des ménages — France	S21
20	Placements et financements des sociétés non financières — Zone euro	S22
21	Placements et financements des sociétés non financières — France	S23
22	Taux de rémunération des dépôts bancaires — France et zone euro	S24
23	Taux d'intérêt des crédits bancaires — France et zone euro	S25
24	Taux d'usure des crédits aux particuliers et coût du crédit aux entreprises — France	S26

Marchés de capitaux et taux d'intérêt

25	Taux d'intérêt	S27
26	Liquidité bancaire et refinancement — Zone euro	S28
27	Taux directeurs de l'Eurosystème et réserves obligatoires	S29
28/29	Titres de créances négociables — France	S30/S31
30	Titres d'OPC — France	S32
31	Émissions de titres de dette et d'actions cotées par les résidents français	S33
32	Émissions de titres de dette et d'actions cotées des résidents français par secteur émetteur	S34

Autres statistiques

33	État des défaillances d'entreprises par secteur — France	S35
34	Systèmes de paiement de masse — France	S36
35/36	Systèmes de paiement de montant élevé — Union européenne	S37/S38
37	Systèmes de paiement de montant élevé — France	S39

Notice méthodologique

S40

Séries chronologiques

S49

Avertissement

En janvier 2015, la Lituanie a rejoint la zone euro, portant à dix-neuf le nombre des pays participants.

Sauf indication contraire, toutes les séries de données intégrant des observations relatives à 2015 ont trait à l'Euro 19 (la zone euro intégrant la Lituanie) pour l'ensemble des séries chronologiques. En ce qui concerne les taux d'intérêt, les statistiques monétaires et l'IPCH, les séries statistiques relatives à la zone euro tiennent compte des modifications de la composition de la zone.

Les données du cahier sont mises à jour mensuellement sur le site internet de la Banque de France.

Figure 1
Indicateurs d'activité industrielle – Enquête mensuelle de conjoncture – France

(NAF révision 2 ; données cvs)

	2014					2015	
	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.
Évolution de la production par rapport au mois précédent ^{a)}							
Ensemble de l'industrie manufacturière	5	1	3	4	0	7	1
Denrées alimentaires et boissons	5	6	8	7	5	7	0
Équipements électriques, électroniques, et autres machines	11	-2	6	2	2	3	4
Industrie automobile	5	-7	-4	20	1	26	21
Autres matériels de transport	2	-2	10	10	7	6	4
Autres produits industriels	5	2	0	1	-2	7	-1
Production pour les prochains mois ^{a)}							
Ensemble de l'industrie manufacturière	6	5	3	-3	7	4	4
Denrées alimentaires et boissons	6	11	7	7	6	8	8
Équipements électriques, électroniques, et autres machines	3	6	3	1	3	2	2
Industrie automobile	2	2	9	-5	12	12	0
Autres matériels de transport	6	5	9	-7	8	3	8
Autres produits industriels	10	3	3	1	5	4	5
Évolution des commandes de l'industrie manufacturière par rapport au mois précédent (ensemble) ^{a)}							
Globales	5	2	3	7	5	8	1
Étrangères	7	4	3	5	2	6	2
Niveau du carnet de commandes ^{a)}							
Ensemble de l'industrie manufacturière	-1	0	1	1	3	0	-1
Denrées alimentaires et boissons	-9	-2	0	0	0	-1	-2
Équipements électriques, électroniques, et autres machines	-7	-7	-12	-14	-11	-12	-15
Industrie automobile	-12	-3	-5	-3	4	1	2
Autres matériels de transport	49	49	47	49	57	51	54
Autres produits industriels	0	-1	1	-1	0	-2	-3
Niveau des stocks de produits finis ^{a)}							
Ensemble de l'industrie manufacturière	4	3	4	3	5	4	4
Denrées alimentaires et boissons	4	2	5	3	8	2	-1
Équipements électriques, électroniques, et autres machines	6	6	5	5	5	6	4
Industrie automobile	8	1	-1	-1	2	-2	5
Autres matériels de transport	2	7	6	7	5	6	6
Autres produits industriels	3	1	4	3	4	4	5
Taux d'utilisation des capacités de production ^{b)}							
Ensemble de l'industrie manufacturière	75,5	76,2	76,3	76,5	76,3	76,8	76,5
Évolution des effectifs (ensemble de l'industrie manufacturière) ^{a)}							
Par rapport au mois précédent	-1	0	0	-1	-2	1	0
Au cours des prochains mois	0	-1	0	0	-1	-3	-2
Indicateur du climat des affaires dans l'industrie ^{c)}							
	97	97	97	97	97	98	96

a) Données exprimées en solde des opinions. Les séries de prévision sont corrigées du biais lorsque celui-ci est statistiquement significatif.

b) Données exprimées en pourcentage

c) L'indicateur du climat des affaires résume le jugement des industriels sur la situation conjoncturelle. Plus il est élevé, plus l'appréciation est favorable. L'indicateur est calculé selon la technique de l'analyse en composantes principales à partir des données de l'enquête lissées sur trois mois. Par construction, sa moyenne est égale à 100.

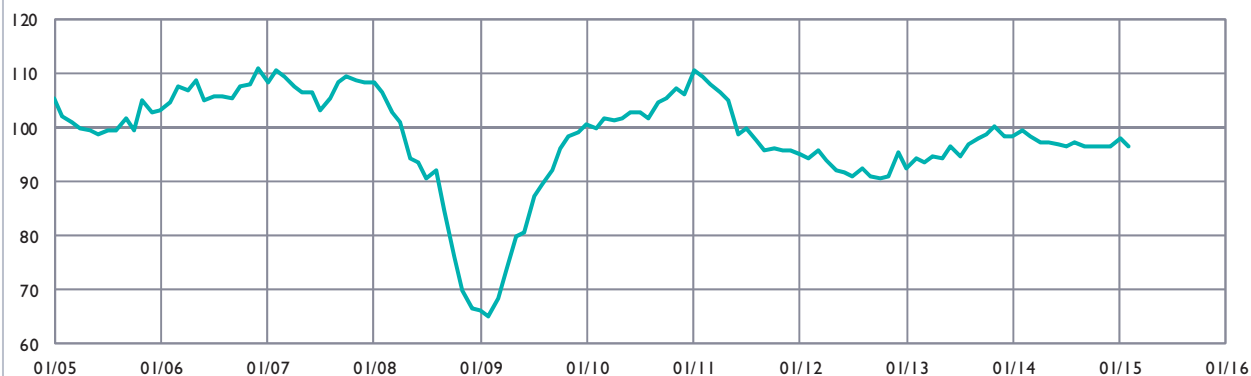
Source : Banque de France

Réalisé le 23 mars 2015

Figure 2
Indicateurs d'activité industrielle – Enquête mensuelle de conjoncture – France (NAF rév. 2, données CVS)

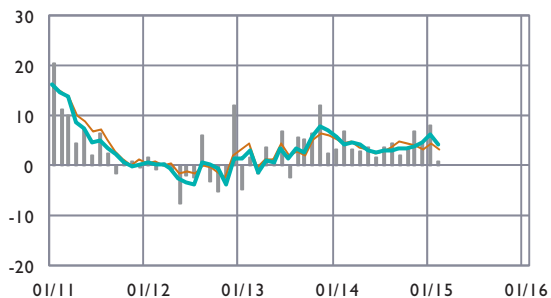
Indicateur du climat des affaires dans l'industrie

(niveau 100 = 1981- dernier point)



Commandes ^{a)}

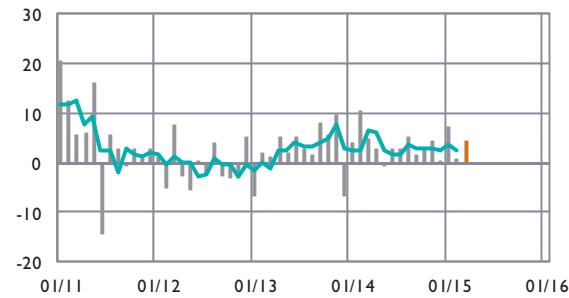
(solde des opinions ; variation mensuelle)



- Commandes globales
- Commandes globales (moyenne mobile sur 3 mois)
- Commandes étrangères (moyenne mobile sur 3 mois)

Production ^{a)}

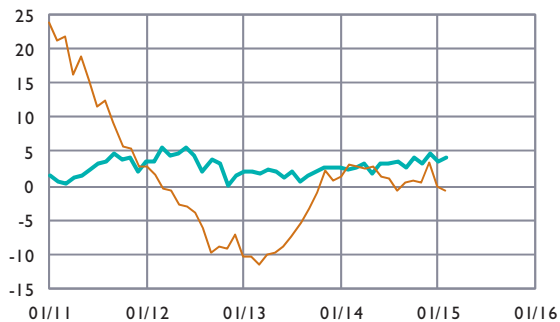
(solde des opinions ; variation mensuelle)



- Production passée
- Production passée (moyenne mobile sur 3 mois)
- Production prévue (série corrigée du biais statistique observé)

Stocks et carnets de commandes ^{a)}

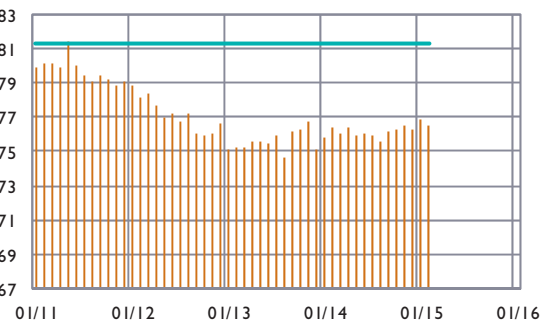
(solde des opinions ; par rapport à un niveau jugé normal)



- Stocks
- Carnets

TUC dans l'industrie ^{a)}

(en %)



- TUC
- Moyenne de longue période depuis 1981

a) Industrie manufacturière

Source : Banque de France

Réalisé le 23 mars 2015

Figure 3
Indices des prix à la consommation ^{a)}

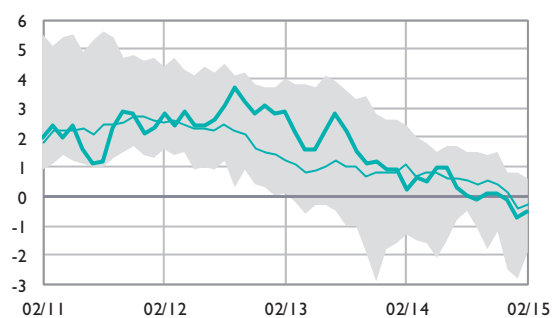
(glissement annuel)

	2014							2015	
	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.
France	0,6	0,6	0,5	0,4	0,5	0,4	0,1	-0,4	-0,3
Allemagne	1,0	0,8	0,8	0,8	0,7	0,5	0,1	-0,5	-0,1
Italie	0,2	0,0	-0,2	-0,1	0,2	0,3	-0,1	-0,5	0,1
Zone euro	1,0	0,3	0,0	-0,1	0,1	0,1	-0,1	-0,7	-0,5
Royaume-Uni	1,9	1,6	1,5	1,2	1,3	1,0	0,5	0,3	nd
Union européenne	0,7	0,5	0,5	0,4	0,5	0,3	-0,1	-0,5	-0,2
États-Unis	2,1	2,0	1,7	1,7	1,7	1,3	0,8	-0,1	nd
Japon	3,6	3,4	3,3	3,3	2,9	2,4	2,4	2,4	nd

	(moyenne annuelle)			(variation mensuelle)					
	2012	2013	2014	2014				2015	
				sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.
France	2,2	1,0	0,6	-0,4	0,0	-0,2	0,1	-1,1	0,7
Allemagne	2,1	1,6	0,8	0,0	-0,3	0,0	0,1	-1,3	1,0
Italie	3,3	1,3	0,2	1,9	0,3	-0,2	0,0	-2,5	0,3
Zone euro	2,8	1,9	0,4	0,3	0,1	-0,1	-0,7	-1,2	0,2
Royaume-Uni	2,8	2,6	1,5	0,1	0,1	-0,2	0,0	-0,9	nd
Union européenne	2,6	1,5	0,6	0,3	0,0	-0,2	-0,1	-1,3	0,6
États-Unis	2,1	1,5	1,6	0,1	-0,3	-0,5	-0,6	-0,5	nd
Japon	0,0	0,4	2,7	0,3	-0,3	-0,4	0,1	-0,2	nd

France et zone euro

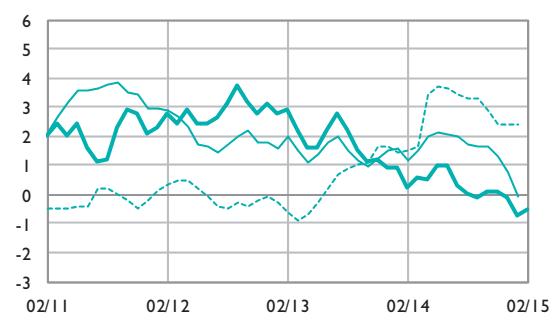
(glissement annuel en %)



— Zone euro
— France
— Amplitude ^{b)}

Comparaisons internationales

(glissement annuel en %)

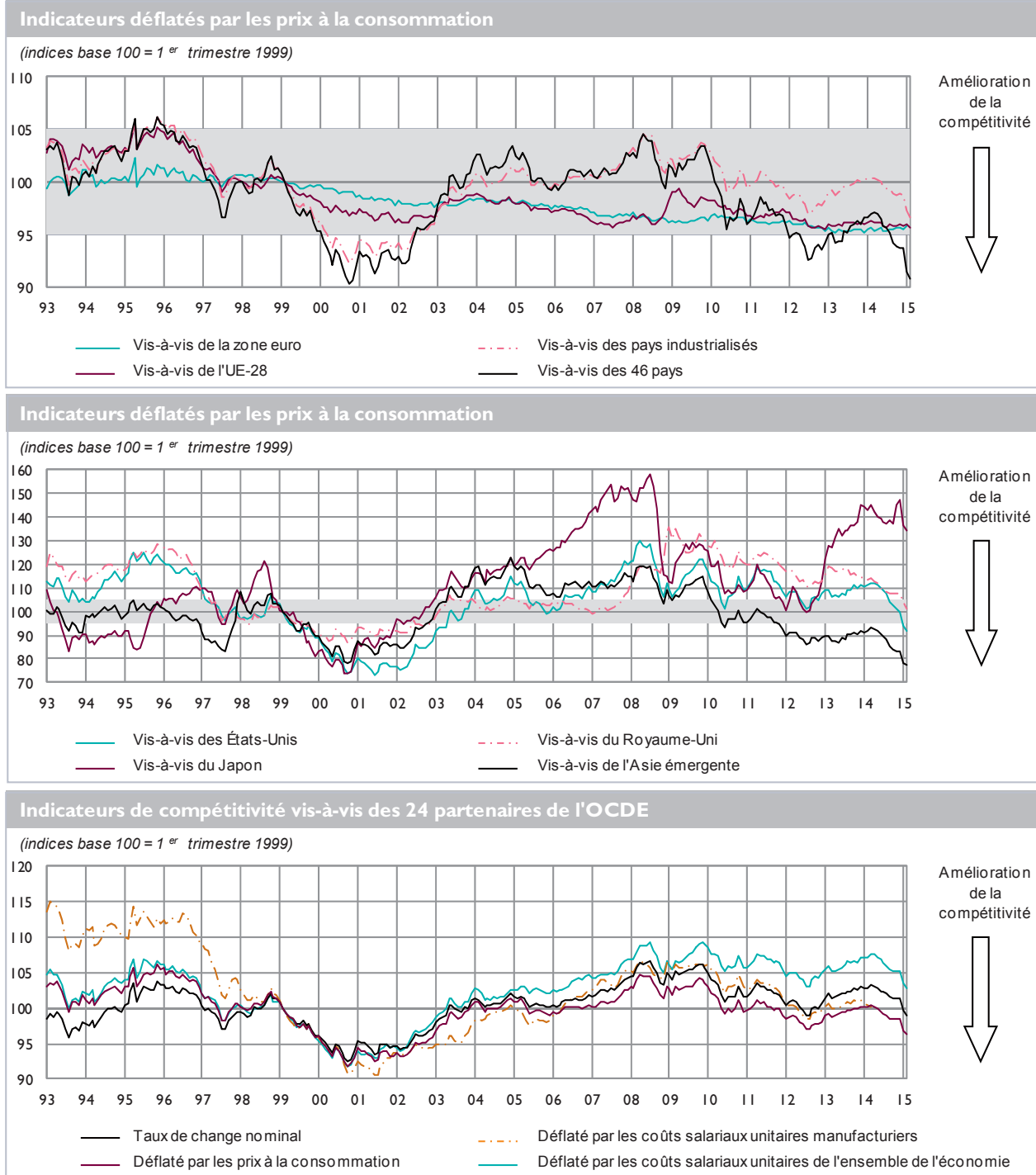


— Zone euro
— États-Unis
- - - Japon

a) Indices harmonisés sauf pour les États-Unis et le Japon (indices nationaux)

b) Écart entre les valeurs extrêmes des indices de prix harmonisés constatées dans la zone euro (composition variable)

Figure 4
Compétitivité de l'économie française



Partie grise : écart de + ou - 5 % par rapport à la moyenne de longue période

Voir notice méthodologique de la partie « Statistiques » du Bulletin

Sources : nationales, Banque de France, BCE, FMI, OCDE, Thomson Financial Datastream

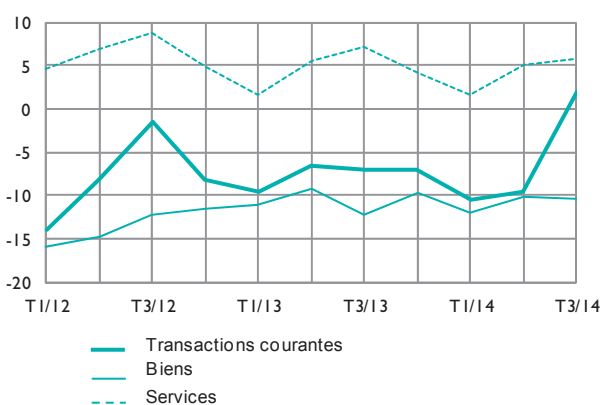
Figure 5
Balance des paiements – Principales composantes (données trimestrielles) – France

(données brutes en milliards d'euros)

	2012	2013	2013		2014		
			T3	T4	T1	T2	T3
Compte de transactions courantes	-31,8	-30,3	-7,0	-7,0	-10,5	-9,6	1,9
Biens	-54,6	-42,5	-12,3	-9,8	-11,9	-10,2	-10,3
Services	24,7	18,3	7,2	4,0	1,5	5,1	5,8
Revenus primaires	40,7	39,3	8,7	7,3	15,7	9,5	13,9
Revenus secondaires	-42,6	-45,3	-10,6	-8,6	-15,7	-14,0	-7,5
Compte de capital	0,5	1,8	0,1	0,6	0,8	0,0	0,9
Compte financier	-21,0	-14,2	-4,3	-12,9	-8,2	-13,1	-4,3
Investissements directs	14,1	-5,1	-4,2	-2,1	6,1	5,7	13,6
Français à l'étranger	37,7	-0,2	2,9	-3,2	9,6	6,0	2,5
Étrangers en France	23,6	4,9	7,1	-1,1	3,5	0,3	-11,1
Investissements de portefeuille	-26,5	-69,8	-4,3	-52,0	-20,6	7,6	-15,5
Avoirs	-1,7	66,3	16,6	-13,7	30,4	43,3	-13,7
Engagements	24,9	136,1	20,9	38,3	51,0	35,7	1,8
Instruments financiers dérivés	-14,3	-16,8	0,7	-7,0	-4,7	-9,7	-16,6
Autres investissements ^{a)}	1,7	79,0	1,6	50,7	9,4	-18,1	16,4
Avoirs de réserve	4,0	-1,5	1,9	-2,6	1,6	1,3	-2,2
Erreurs et omissions nettes	10,3	14,3	2,5	-6,5	1,4	-3,5	-7,1

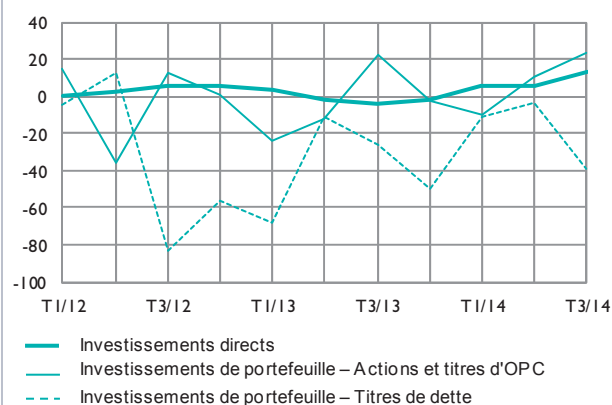
Soldes des transactions courantes

(données brutes en milliards d'euros)



Soldes du compte financier

(données brutes en milliards d'euros)



La balance des paiements est publiée conformément au 6^e Manuel de balance des paiements.

a) Opérations de prêts et emprunts.

Figure 6
Compte de transactions courantes – principales composantes – France

(données brutes en milliards d'euros)

	2012	2013	2013		2014		
			T3	T4	T1	T2	T3
Compte de transactions courantes	-31,8	-30,3	-7,0	-7,0	-10,5	-9,6	1,9
Biens	-54,6	-42,5	-12,3	-9,8	-11,9	-10,2	-10,3
Exportations	435,9	437,3	104,2	111,6	108,2	108,5	105,4
Importations	490,6	479,9	116,5	121,4	120,1	118,7	115,8
Marchandises générales	-72,4	-64,1	-16,7	-15,3	-16,4	-15,1	-15,4
Négoce international	17,8	21,6	4,5	5,6	4,4	4,9	5,0
Services	24,7	18,3	7,2	4,0	1,5	5,1	5,8
Exportations	184,0	192,0	52,9	48,6	44,2	51,3	54,2
Importations	159,2	173,7	45,8	44,6	42,7	46,2	48,5
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1,4	1,6	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3
Services d'entretien et de réparation	2,8	2,0	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
Transports	-0,3	-1,7	-0,5	-0,4	-0,5	-0,4	-0,2
Voyages	10,7	10,4	5,3	0,5	0,5	2,5	3,4
Bâtiments et travaux publics	1,1	0,7	0,0	0,8	-0,1	-0,1	-0,1
Services d'assurance et de pension	1,0	0,1	0,1	0,0	-0,4	0,2	-0,1
Services financiers	4,3	4,6	1,1	1,2	1,4	1,5	1,5
Commissions pour usage de propriété intellectuelle	3,1	1,1	0,2	0,5	-0,1	0,4	0,2
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	0,5	-1,1	-0,4	-0,2	-0,2	-0,6	-0,2
Autres services aux entreprises	0,5	1,2	0,6	0,6	0,1	0,7	0,3
Services personnels, culturels et récréatifs	-0,7	-0,9	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Services des administrations publiques	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,3
Services divers							
Revenus primaires	40,7	39,3	8,7	7,3	15,7	9,5	13,9
Rémunérations des salariés	15,7	15,9	4,0	4,0	4,2	4,3	4,3
Revenus des investissements	16,7	14,1	5,1	1,5	4,1	5,1	9,8
Investissements directs	39,1	34,2	7,3	5,7	5,8	16,1	10,4
Investissements de portefeuille	-18,7	-17,2	-1,4	-3,5	-0,9	-10,3	0,4
Autres investissements ^{a)}	-4,1	-3,3	-0,8	-0,7	-0,9	-0,9	-1,0
Avoirs de réserve	0,4	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres revenus primaires	8,4	9,3	-0,3	1,8	7,5	0,1	-0,3
Revenus secondaires	-42,6	-45,3	-10,6	-8,6	-15,7	-14,0	-7,5
Administrations publiques	-28,6	-30,5	-6,8	-4,8	-11,2	-6,5	-4,4
Autres secteurs	-14,0	-14,8	-3,8	-3,8	-4,6	-7,6	-3,0
dont envois de fonds des travailleurs	-8,2	-8,4	-2,1	-2,1	-2,1	-2,1	-2,1
Compte de capital	0,5	1,8	0,1	0,6	0,8	0,0	0,9

La balance des paiements est publiée conformément au 6^e Manuel de balance des paiements.

a) Opérations de prêts et emprunts

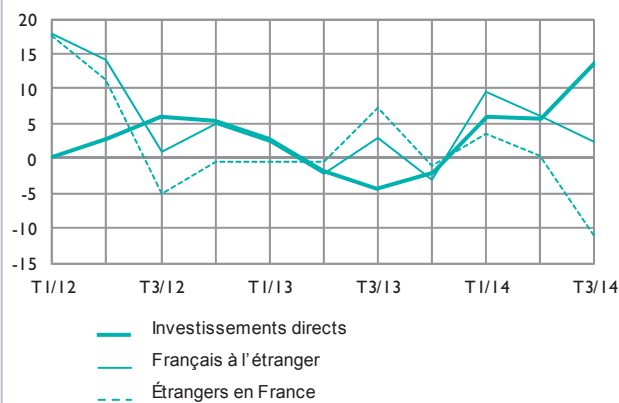
Figure 7
Balance des paiements – Mouvements de capitaux (données trimestrielles) – France

(données brutes en milliards d'euros)

	2012	2013	2013		2014		
			T3	T4	T1	T2	T3
Compte financier	-21,0	-14,2	-4,3	-12,9	-8,2	-13,1	-4,3
Investissements directs	14,1	-5,1	-4,2	-2,1	6,1	5,7	13,6
Français à l'étranger	37,7	-0,2	2,9	-3,2	9,6	6,0	2,5
dont capital social	45,9	9,1	2,6	3,3	7,0	-1,4	8,3
Étrangers en France	23,6	4,9	7,1	-1,1	3,5	0,3	-11,1
dont capital social	12,3	17,5	4,5	4,0	3,7	4,6	-3,7
Investissements de portefeuille	-26,5	-69,8	-4,3	-52,0	-20,6	7,6	-15,5
Avoirs	-1,7	66,3	16,6	-13,7	30,4	43,3	-13,7
Actions et titres d'OPC	54,3	48,8	20,4	15,6	-13,3	19,5	11,2
Titres de dettes à long terme (plus d'un an)	-79,6	36,3	3,2	5,1	29,5	19,7	-12,8
Titres de dette à court terme (moins d'un an)	23,7	-18,8	-7,0	-34,3	14,2	4,1	-12,1
Engagements	24,9	136,1	20,9	38,3	51,0	35,7	1,8
Actions et titres d'OPC	25,4	26,1	-2,0	17,7	-3,8	8,7	-12,1
Titres de dettes à long terme (plus d'un an)	36,5	82,0	3,6	33,4	45,0	29,4	3,3
Titres de dette à court terme (moins d'un an)	-36,9	28,0	19,4	-12,8	9,8	-2,4	10,6
Instruments financiers dérivés	-14,3	-16,8	0,7	-7,0	-4,7	-9,7	-16,6
Autres investissements ^{a)}	1,7	79,0	1,6	50,7	9,4	-18,1	16,4
Avoirs de réserve	4,0	-1,5	1,9	-2,6	1,6	1,3	-2,2
Erreurs et omissions nettes	10,3	14,3	2,5	-6,5	1,4	-3,5	-7,1

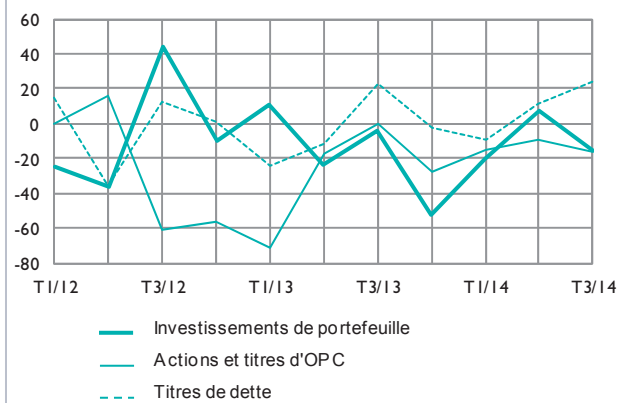
Investissements directs – soldes

(données brutes en milliards d'euros)



Investissements de portefeuille – soldes

(données brutes en milliards d'euros)



La balance des paiements est publiée conformément au 6^e Manuel de balance des paiements.

a) Opérations de prêts et emprunts.

Figure 8
Balance des paiements – Ventilation géographique (données trimestrielles) – France

(données brutes en milliards d'euros)

	3 ^e trimestre 2014					
	UEM ^{a)}	UE28 hors UEM ^{b)}	USA	Japon	Suisse	Chine
Compte de transactions courantes	10,2	-1,1	1,5	0,1	2,9	nd
Recettes	115,9	5,9	15,2	2,4	10,1	6,0
Dépenses	107,1	7,0	13,9	2,4	7,2	nd
Biens	-3,7	-0,9	-1,2	-0,1	-0,3	-6,2
Recettes	61,4	4,4	6,3	1,6	2,5	4,5
Dépenses	65,1	5,3	7,4	1,7	2,9	10,6
Services	2,3	-0,7	0,1	0,2	1,5	0,2
Recettes	31,4	0,8	5,3	0,7	3,8	1,1
Dépenses	29,1	1,5	5,2	0,5	2,3	0,9
Revenus primaires	15,5	0,6	2,5	0,0	2,4	nd
Recettes	22,8	0,6	3,6	0,2	3,1	0,4
Dépenses ^{c)}	7,3	0,0	1,1	0,1	0,7	nd
Revenus secondaires	-3,9	-0,1	0,1	0,0	-0,7	-0,1
Recettes	1,7	0,0	0,3	0,0	0,6	0,0
Dépenses	5,6	0,1	0,2	0,0	1,3	0,1
Compte financier						
Investissements directs	7,7	1,2	3,6	0,0	3,3	0,2
Français à l'étranger	3,0	1,2	0,8	0,0	-2,4	0,2
Étrangers en France	-4,8	-0,1	-2,8	0,0	-5,7	0,0
Investissements de portefeuille – Avoirs ^{d)}	-2,2	0,0	-0,2	-8,4	0,6	-0,3
Actions et titres d'OPC	13,9	0,0	0,4	-2,7	0,7	-0,4
Titres de dette à long terme (plus d'un an)	-8,2	0,0	-2,3	-1,3	0,0	0,2
Titres de dette à court terme (moins d'un an)	-7,9	0,0	1,7	-4,4	-0,1	0,0
Autres investissements ^{e)}	27,8	-1,9	-17,3	21,1	-7,3	-1,0

La balance des paiements est publiée conformément au 6^e Manuel de Balance des paiements.

a) 18 pays membres.

b) Danemark, Royaume-Uni, Suède, Institutions européennes et nouveaux pays membres (République tchèque, Hongrie, Lituanie, Pologne, Bulgarie, Roumanie, Croatie).

c) Ventilation géographique des revenus d'investissements de portefeuille estimée à partir des données centralisées par le FMI (Coordinated Portfolio Investment Survey) ; données non disponibles pour la Chine.

d) Pas de ventilation géographique disponible pour les engagements.

e) Opérations de prêts et emprunts.

Figure 9
Balance des paiements (données mensuelles) – France

(données brutes en milliards d'euros)

	2014			2015
	oct.	nov.	déc.	janv.
Compte de transactions courantes	-2,4	-1,1	-0,7	-0,2
Biens	-2,1	-1,2	-1,5	-3,5
Services	0,9	1,0	0,7	1,2
Revenus primaires	1,8	2,2	3,1	5,4
Revenus secondaires	-2,9	-3,2	-3,1	-3,3
Compte de capital	0,1	0,1	0,5	0,0
Compte financier	2,3	5,1	-16,3	-7,9
Investissements directs	2,3	-2,6	-0,5	3,7
Français à l'étranger	2,7	0,1	-2,8	5,7
Capital social	1,4	-0,3	-3,5	4,6
Bénéfices réinvestis	1,2	0,6	0,6	1,2
Autres opérations (prêts intragroupe)	0,1	-0,2	0,1	-0,2
Étrangers en France	0,4	2,8	-2,3	2,0
Capital social	0,5	3,9	1,0	2,1
Bénéfices réinvestis	0,4	0,3	0,3	0,4
Autres opérations (prêts intragroupe)	-0,5	-1,4	-3,5	-0,5
Investissements de portefeuille	15,4	8,0	-6,0	45,6
Avoirs	9,2	17,5	-17,8	64,8
Actions et titres d'OPC	-13,2	-1,3	9,4	13,4
Titres de dette à long terme (plus d'un an)	22,6	13,5	14,8	24,4
Titres de dette à court terme (moins d'un an)	-0,3	5,3	-42,0	27,0
Engagements	-6,3	9,6	-11,7	19,1
Actions et titres d'OPC	8,1	-6,5	0,8	21,9
Titres de dette à long terme (plus d'un an)	-4,1	14,3	-9,2	-8,8
Titres de dette à court terme (moins d'un an)	-10,3	1,7	-3,3	6,0
Instruments financiers dérivés	-10,1	-1,5	-5,3	-1,9
Autres investissements ^{a)}	-6,7	3,2	-5,1	-55,8
dont IFM hors Banque de France (flux nets)	-2,1	8,9	-25,0	0,5
Avoirs de réserve	1,4	-2,0	0,6	0,5
Erreurs et omissions nettes	4,6	6,1	-16,1	-7,8

La balance des paiements est publiée conformément au 6^e Manuel de Balance des paiements.

a) Opérations de prêts et emprunts.

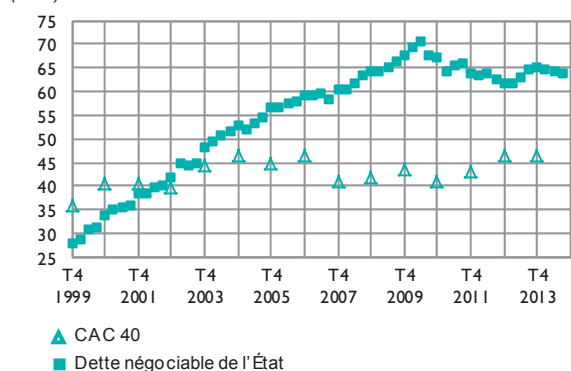
Figure 10
Position extérieure de la France (estimation des investissements directs en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

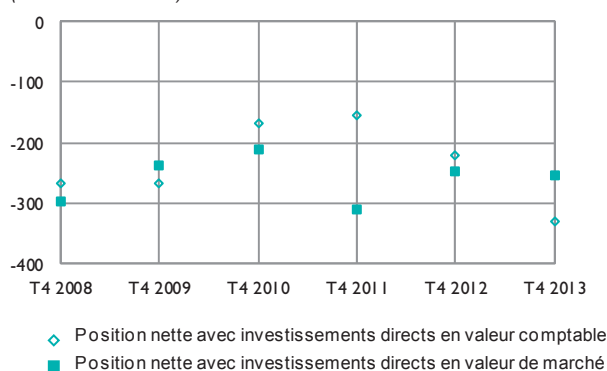
	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	déc.	déc.	déc.	déc.	déc.	T3
Créances	5 427,2	5 731,9	5 962,1	6 016,3	5 741,4	6 250,0
Investissements directs français à l'étranger	1 024,0	1 140,1	1 238,6	1 268,5	1 235,9	1 316,0
<i>Capitaux propres</i>	736,3	839,1	874,5	914,6	897,3	965,5
<i>Autres opérations (prêts intragroupe)</i>	287,6	301,0	364,1	353,9	338,6	350,5
Investissements de portefeuille	2 070,8	2 100,1	1 865,6	1 991,0	2 094,7	2 255,1
Instrument financiers dérivés	926,6	825,8	1 092,2	1 080,2	804,7	930,5
Autres investissements ^{a)}	1 313,5	1 541,4	1 632,7	1 536,8	1 501,1	1 632,9
Avoirs de réserve	92,4	124,5	133,1	139,9	105,1	115,5
Engagements	5 696,1	5 900,3	6 117,4	6 236,2	6 070,2	6 600,3
Investissements directs étrangers en France	690,8	733,1	811,2	824,8	825,2	856,9
<i>Capitaux propres</i>	408,4	434,5	443,1	442,3	460,0	497,7
<i>Autres opérations (prêts intragroupe)</i>	282,5	298,6	368,1	382,5	365,2	359,3
Investissements de portefeuille	2 290,0	2 420,9	2 412,2	2 612,1	2 819,3	3 024,4
Instrument financiers dérivés	998,3	873,6	1 136,6	1 125,4	869,8	1 001,0
Autres investissements ^{a)}	1 717,0	1 872,8	1 757,4	1 673,9	1 555,9	1 718,0
Position nette	-268,8	-168,4	-155,3	-219,9	-328,7	-350,3

Détention par les non-résidents des valeurs du CAC 40 et des titres de la dette négociable de l'État

(en %)


Position extérieure de la France

(en milliards d'euros)


 La position extérieure est publiée conformément au 6^e Manuel de Balance des paiements.

a) Opérations de prêts et emprunts

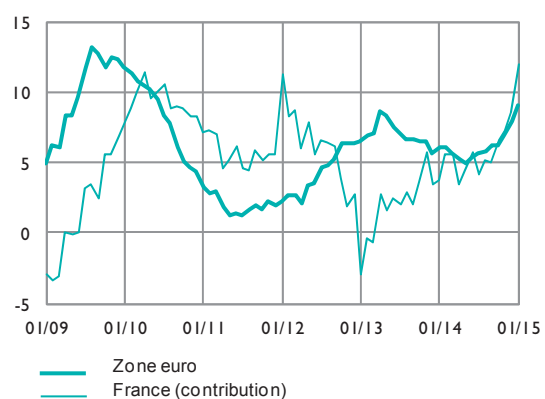
Figure 11
Principaux indicateurs monétaires et financiers – France et zone euro

(taux de croissance annuel en %)

	2012	2013	2014	2014	2014						2015	
	déc.	déc.	déc.	janv.	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	
M1												
Zone euro ^{a)}	6,4	5,7	7,9	6,1	5,6	5,8	6,2	6,2	6,9	7,9	9,0	
France (contribution)	2,8	3,4	8,6	3,7	4,1	5,2	5,0	6,6	7,3	8,6	11,9	
M2												
Zone euro ^{a)}	4,5	2,5	3,6	2,4	2,5	2,7	3,0	2,7	3,3	3,6	4,0	
France (contribution)	5,2	2,3	3,5	1,6	1,1	1,9	2,0	2,8	3,4	3,5	5,1	
M3												
Zone euro ^{a)}	3,5	1,0	3,8	1,2	1,8	2,0	2,5	2,5	3,1	3,8	4,1	
France (contribution)	2,6	1,3	3,5	1,4	0,9	1,2	1,5	3,1	3,7	3,5	3,7	
Crédits au secteur privé												
Zone euro ^{a)}	-0,6	-2,3	-0,5	-2,3	-1,6	-1,5	-1,2	-1,1	-0,9	-0,5	-0,1	
France ^{b)}	2,5	0,7	2,6	0,5	1,6	1,5	2,0	1,7	1,9	2,6	2,5	

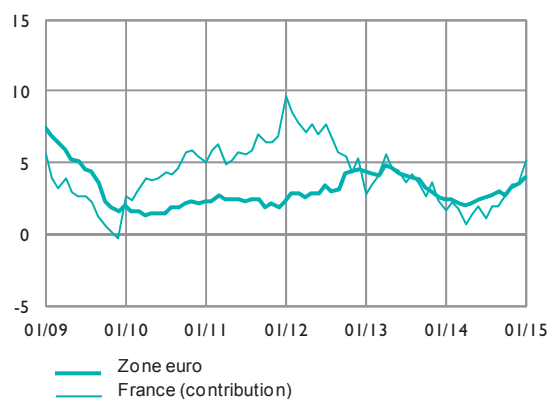
M1

(taux de croissance annuel en %)



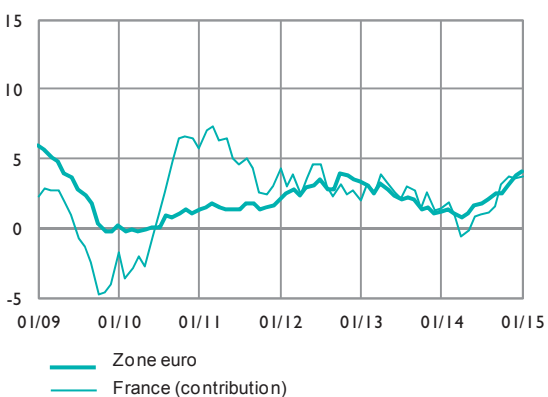
M2

(taux de croissance annuel en %)



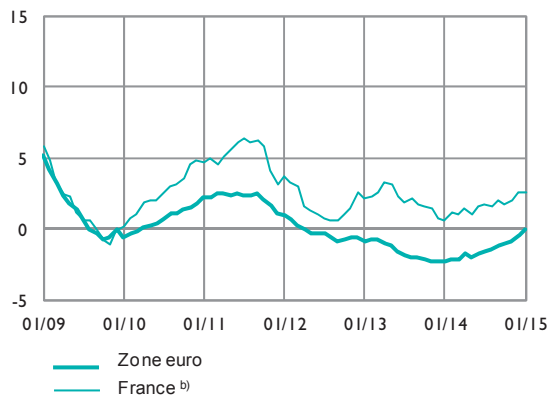
M3

(taux de croissance annuel en %)



Crédits au secteur privé

(taux de croissance annuel en %)



a) Données corrigées des effets saisonniers et calendaires

b) Crédits consentis par les IFM résidant en France aux résidents de la zone euro hors IFM et hors administrations publiques

Sources : Banque de France, Banque centrale européenne

Réalisé le 23 mars 2015

Figure 12
Situation mensuelle de la Banque de France ^{a)}

(encours en fin de période en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2014	2014			2015
	déc.	déc.	déc.	janv.	oct.	nov.	déc.	janv.
Actif								
Territoire national	326,4	199,7	213,6	189,7	162,7	171,2	213,6	217,1
Crédits	234,2	127,1	137,8	117,3	93,8	98,4	137,8	137,7
IFM ^{b)}	234,0	127,0	137,6	117,1	93,7	98,2	137,6	137,5
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Titres de créances détenues	92,1	72,5	75,7	72,3	68,7	72,6	75,7	79,3
IFM	32,2	25,2	33,5	25,6	28,6	31,4	33,5	35,7
Administrations publiques	59,9	47,3	42,2	46,7	40,1	41,2	42,2	43,7
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actions et autres participations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres États de la zone euro ^{b)}	87,6	91,4	86,7	91,9	86,9	86,9	86,7	88,0
Reste du monde ^{b)}	114,9	88,3	90,9	93,6	91,7	88,2	90,9	90,8
Avoirs en or	98,8	68,2	77,3	72,6	72,9	74,3	77,3	87,3
Non ventilé par zone géographique ^{c)}	109,6	107,6	114,1	101,1	106,6	110,5	114,1	112,2
Total	737,3	555,2	582,6	549,0	520,9	530,9	582,6	595,3
Passif								
Dépôts – Territoire national	200,3	116,0	116,1	96,0	73,3	72,6	116,1	80,9
IFM	194,8	112,2	112,7	94,4	68,3	70,7	112,7	73,2
Administrations publiques	4,9	3,3	2,4	0,7	4,1	0,6	2,4	6,4
Autres secteurs	0,6	0,6	1,0	0,9	0,9	1,3	1,0	1,3
Dépôts – Autres États de la zone euro	73,9	34,1	30,9	48,2	27,0	35,2	30,9	64,7
Dépôts – reste du monde	146,0	112,6	117,4	113,8	114,8	116,7	117,4	121,1
Non ventilé par zone géographique	317,1	292,5	318,2	291,0	305,8	306,5	318,2	328,6
Billets et pièces en circulation ^{d)}	173,5	181,7	192,6	176,8	184,8	185,9	192,6	189,1
dont pièces ^{e)}	2,9	3,0	3,1	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1
Titres de créance émis	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capital, réserves et comptes de réévaluation	117,0	86,6	101,7	91,0	97,8	97,7	101,7	112,7
Autres	26,5	24,1	24,0	23,2	23,2	22,9	24,0	26,9
Total ^{f)}	737,3	555,2	582,6	549,0	520,9	530,9	582,6	595,3

a) Ces statistiques sont transmises à la Banque centrale européenne, le 15^e jour ouvré suivant le mois sous revue, dans le cadre de l'élaboration du bilan des institutions financières monétaires (règlement BCE/2013/33).

b) Ce montant intègre notamment les encours des opérations de marché.

c) Y compris l'ajustement lié au mode de comptabilisation des billets en euro au passif du bilan de la Banque de France depuis janvier 2002.

d) Depuis janvier 2002, les billets en circulation font l'objet d'un traitement statistique qui prend en compte les conventions comptables adoptées au niveau de la zone euro. Les billets en euros en circulation sont émis légalement à hauteur de 8 % par la Banque centrale européenne, le solde étant réparti entre les différents pays de la zone au prorata de la part détenue par chaque banque centrale nationale dans le capital de la BCE.

e) Bien que les pièces en circulation ne constituent pas un élément du passif des IFM de l'Union monétaire, mais un élément du passif des administrations publiques, leur montant est inclus dans les agrégats monétaires et, par convention, doit figurer dans le poste "billets et pièces en circulation". La contrepartie de cet élément du passif est incluse dans les "autres actifs". (Règlement BCE/2013/33.)

f) Le total du bilan comptable à fin 2013 rendu public en mars 2014 (550 mds) peut être obtenu en déduisant du total de la situation mensuelle à fin décembre 2013 (555,2 mds) : les pièces (3 mds) ainsi que les éléments liés au décalage comptable entre la situation établie dans les premiers jours de janvier 2014 et le bilan comptable, qui intègre les écritures d'arrêté (2,2 mds).

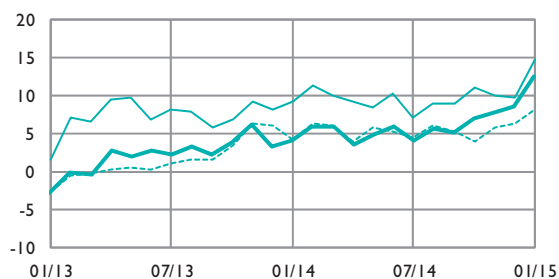
Figure 13
Dépôts – France

(encours fin de période en milliards d'euros et taux de croissance en %)

	2012	2013	2014	2014	2014			2015
	déc.	déc.	déc.	janv.	oct.	nov.	déc.	janv.
Dépôts à vue								
Total ANF (hors administrations centrales)	555,9	582,3	626,6	553,3	591,2	597,9	626,6	617,2
Ménages et assimilés	279,2	295,5	314,2	289,0	303,5	306,5	314,2	313,0
Sociétés non financières	214,7	231,2	254,1	214,0	232,0	235,9	254,1	246,7
Administrations publiques (hors adm. centrales)	62,0	55,7	58,3	50,3	55,6	55,6	58,3	57,5
Autres agents	42,5	35,7	43,6	42,2	47,8	43,8	43,6	51,2
Total – Encours	598,0	617,7	669,8	595,1	638,6	641,3	669,8	668,0
Total – Taux de croissance	2,8	3,3	8,4	3,8	6,7	7,6	8,4	12,2
Comptes sur livret								
Livrets A et bleu	247,2	263,2	260,0	264,9	258,7	257,4	260,0	259,2
Comptes épargne-logement	35,2	33,4	31,2	33,2	31,2	31,0	31,2	31,0
Livrets de développement durable (ex-Codevi)	92,0	100,7	101,9	101,4	100,8	100,4	101,9	101,7
Livrets d'épargne populaire	51,7	48,3	46,5	46,3	45,9	45,8	46,5	46,3
Livrets jeune	7,0	6,9	6,8	6,7	6,8	6,8	6,8	6,5
Livrets soumis à l'impôt	178,7	172,5	169,5	175,3	172,5	171,3	169,5	171,0
Total – Encours	611,7	625,1	615,8	627,8	615,9	612,8	615,8	615,8
Total – Taux de croissance	9,4	2,2	-1,5	0,9	-1,2	-1,1	-1,5	-1,9

Dépôts à vue

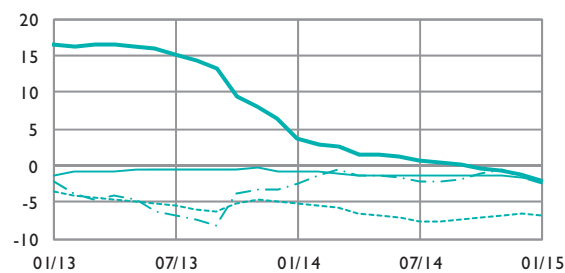
(en taux de croissance annuel)



— Total
- - - Sociétés non financières
..... Ménages
- . - CEL

Comptes sur livret

(en taux de croissance annuel)



— Livrets A et bleu
- - - Livrets jeune
..... CEL
- . - Livrets soumis à l'impôt

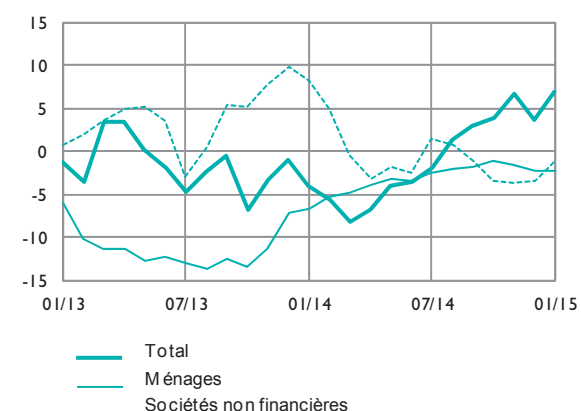
Figure 14
Dépôts à terme – France

(encours fin de période en milliards d'euros et taux de croissance en %)

	2012	2013	2014	2014	2014			2015
	déc.	déc.	déc.	janv.	oct.	nov.	déc.	janv.
Dépôts à terme ≤ 2 ans								
Total ANF (hors administrations centrales)	111,8	117,3	114,7	114,0	107,3	108,5	114,7	114,1
Ménages et assimilés	30,9	28,6	28,0	28,6	28,3	28,2	28,0	28,2
Sociétés non financières	79,9	87,7	85,1	84,3	77,7	79,0	85,1	84,1
Administrations publiques (hors adm. centrales)	0,9	1,0	1,6	1,0	1,3	1,3	1,6	1,8
Autres agents	40,7	33,5	41,6	31,2	40,3	44,1	41,6	41,1
Total – Encours	152,5	150,7	156,3	145,2	147,7	152,7	156,3	155,2
Total – Taux de croissance	-1,1	-1,1	3,7	-4,2	3,8	6,6	3,7	6,9
Dépôts à terme > 2 ans								
Total ANF (hors administrations centrales)	328,9	342,2	363,9	344,0	355,3	357,0	363,9	367,6
Ménages et assimilés	269,4	274,8	289,6	275,8	282,9	284,3	289,6	293,7
PEL	188,2	197,7	215,9	199,3	208,8	210,2	215,9	219,9
PEP	24,0	23,0	22,2	22,9	21,9	21,8	22,2	22,1
Autres	57,1	54,1	51,6	53,7	52,2	52,2	51,6	51,7
Sociétés non financières	58,1	65,5	72,2	66,2	70,6	70,8	72,2	71,6
Administrations publiques (hors adm. centrales)	1,4	1,9	2,1	1,9	1,9	1,9	2,1	2,3
Autres agents	154,7	157,0	92,6	155,6	92,8	91,1	92,6	90,4
Total – Encours	483,5	499,3	456,5	499,6	448,1	448,1	456,5	458,0
Total – Taux de croissance	0,3	3,4	-8,8	2,3	-10,9	-10,9	-8,8	-8,6

Dépôts ≤ 2 ans

(taux de croissance annuel en %)



Dépôts > 2 ans

(taux de croissance annuel en %)

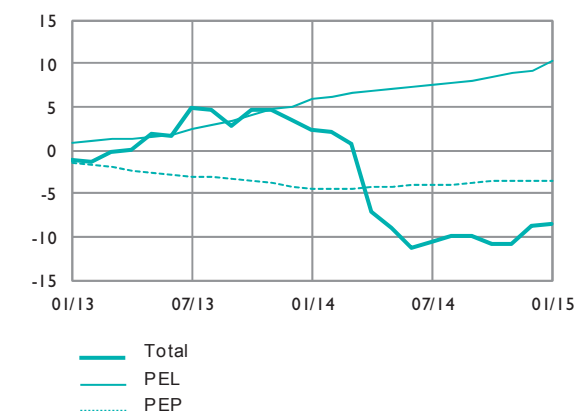


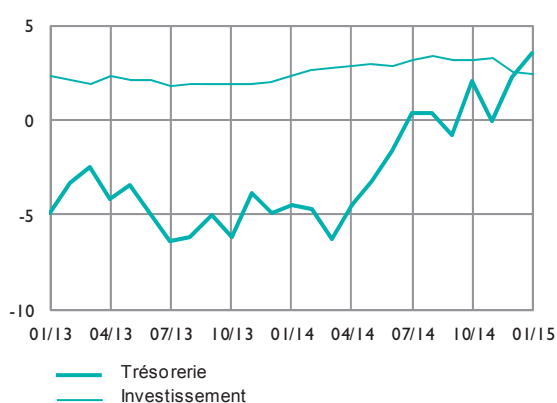
Figure 15
Crédits des établissements de crédit implantés en France à des résidents français – France

(encours fin de période en milliards d'euros et taux de croissance annuel en %)

	2012	2013	2014	2014	2014				2015
	déc.	déc.	déc.	janv.	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.
Crédits à la clientèle résidente									
Secteur privé	2 100,0	2 114,9	2 167,7	2 122,9	2 158,8	2 156,2	2 157,3	2 167,7	2 168,6
Administrations publiques	206,8	213,1	214,7	213,2	213,6	215,8	215,7	214,7	224,8
Total – Encours	2 306,7	2 328,1	2 382,4	2 336,1	2 372,4	2 372,0	2 373,0	2 382,4	2 393,3
Secteur privé	2,5	0,7	2,6	0,5	2,0	1,7	1,9	2,6	2,5
Administrations publiques	6,1	2,8	3,3	1,7	1,2	1,4	1,2	3,3	5,8
Total – Taux de croissance	2,8	0,9	2,6	0,6	1,9	1,7	1,9	2,6	2,8
Crédits aux sociétés non financières									
Investissement	563,0	568,0	581,7	569,0	572,8	575,2	576,4	581,7	578,1
Trésorerie	174,1	167,5	175,6	169,3	171,6	175,3	173,7	175,6	176,9
Autres objets	82,0	81,3	81,1	78,8	80,6	79,8	78,8	81,1	80,2
Total – Encours	819,1	816,7	838,4	817,1	825,0	830,3	828,9	838,4	835,2
Total – Taux de croissance	1,0	0,2	2,3	0,3	1,9	2,7	2,1	2,3	2,6
Crédits aux ménages									
Habitat	874,2	907,0	927,4	907,0	922,1	924,5	925,6	927,4	930,7
Trésorerie	160,4	157,3	159,5	156,7	157,1	158,6	158,0	159,5	158,5
Autres objets	92,1	92,3	91,5	92,6	92,5	92,7	92,9	91,5	90,5
Total – Encours	1 126,7	1 156,6	1 178,4	1 156,2	1 171,7	1 175,8	1 176,5	1 178,4	1 179,7
Total – Taux de croissance	2,3	2,5	2,2	2,5	2,5	2,5	2,5	2,2	2,4

Crédits aux sociétés non financières – France

(taux de croissance annuel en %)



Crédits aux ménages – France

(taux de croissance annuel en %)

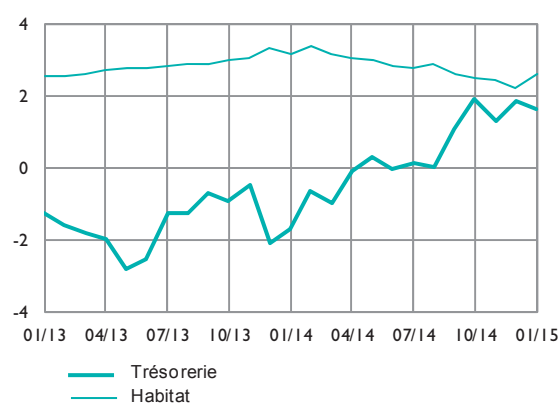


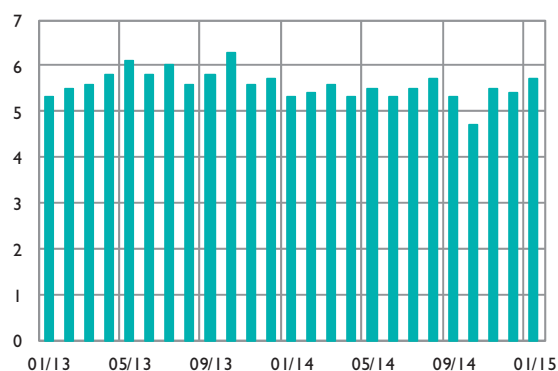
Figure 16
Montant des crédits nouveaux à la clientèle résidente, hors découverts – France

(flux mensuel cvs en milliards d'euros)

	2013		2014	2014		2015
	nov.	déc.	janv.	nov.	déc.	janv.
Crédits aux sociétés non financières						
Crédits ≤ 1 million d'euros ^{a)}	5,6	5,7	5,3	5,5	5,4	5,7
Crédits > 1 million d'euros ^{a)}	10,2	11,0	7,8	11,4	10,7	12,7
Crédits aux ménages						
Crédits de trésorerie aux entrepreneurs individuels et aux particuliers, hors crédits renouvelables à la consommation	3,9	3,9	4,0	3,9	3,9	4,0
Crédits à l'habitat	13,0	12,5	10,2	11,3	11,8	12,5

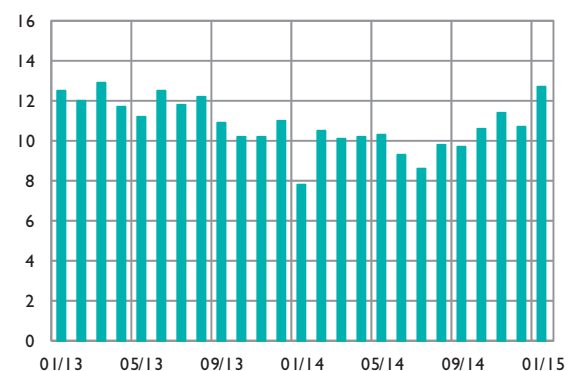
Sociétés non financières – Crédits ≤ 1 million d'euros

(flux mensuels cvs en milliards d'euros)



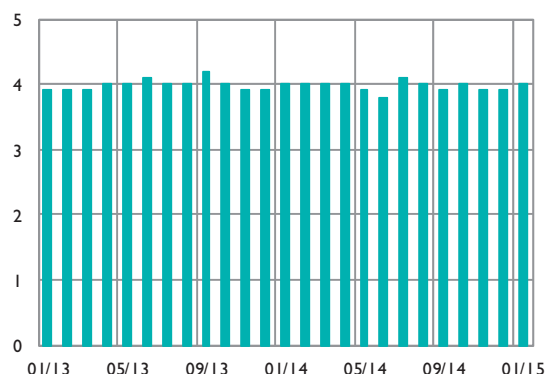
Sociétés non financières – Crédits > 1 million d'euros

(flux mensuels cvs en milliards d'euros)



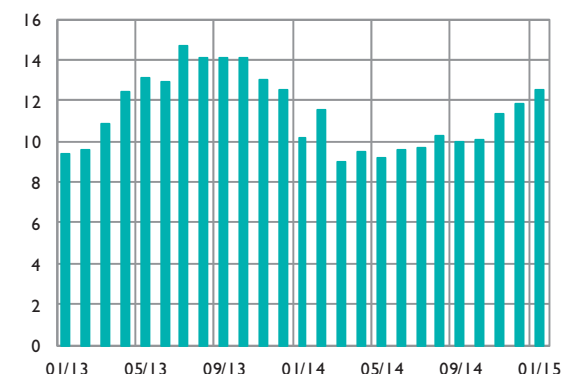
Ménages – Trésorerie

(flux mensuels cvs en milliards d'euros)



Ménages – Habitat

(flux mensuels cvs en milliards d'euros)



a) Toutes périodes de fixation initiale du taux

Figure 17
Placements et financements des sociétés d'assurance et fonds de pension – Zone euro et France

(en milliards d'euros)

Zone euro						
	Flux cumulés sur 4 trimestres					Encours
	2013		2014			2014
	T3	T4	T1	T2	T3	sept.
Placements financiers						
Numéraire et dépôts	-16,0	-23,6	-22,8	-18,0	-17,0	782,9
<i>dont dépôts inclus dans M3 ^{a)}</i>	2,7	-14,0	-6,9	5,6	4,6	204,8
Titres de créance à court terme	-15,8	-10,9	-10,4	1,0	-1,8	56,9
Titres de créance à long terme	111,4	138,3	114,1	113,8	113,2	3 382,8
Crédits	2,5	1,4	11,4	18,0	11,3	729,8
Actions et autres participations	145,5	132,3	134,5	132,5	145,1	3 323,7
<i>dont actions cotées</i>	9,2	4,3	5,0	9,8	6,6	386,0
Actifs nets résiduels	-39,1	9,3	19,1	19,0	47,5	331,9
Financements						
Titres de créance	2,7	-1,3	-1,1	5,7	7,9	63,0
Crédits	-15,9	5,5	4,1	7,6	20,3	372,4
Actions et autres participations	5,0	6,5	3,4	3,9	3,2	551,7
Provisions techniques d'assurance	195,9	196,8	207,0	235,8	249,9	7 169,7
<i>Assurance-vie</i>	158,6	165,8	176,5	200,6	213,1	6 053,8
<i>Assurance-dommages</i>	37,3	31,0	30,5	35,2	36,8	1 115,9
Solde des créances et dettes (B9B)	0,6	39,3	32,5	13,4	17,1	

(en milliards d'euros)

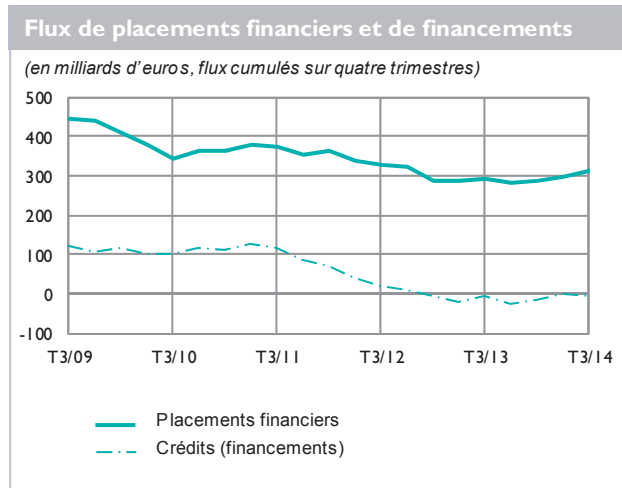
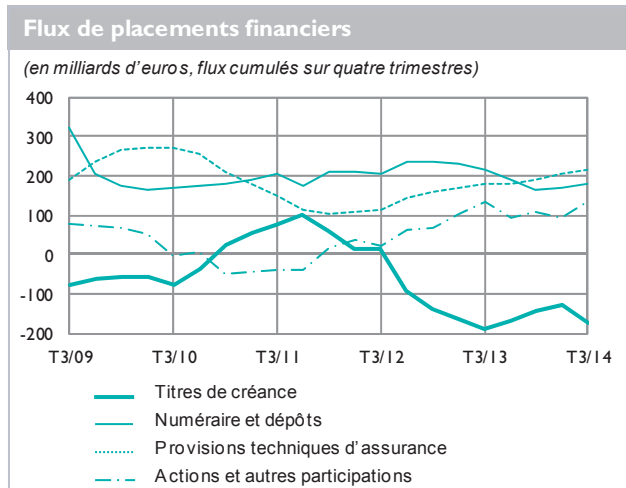
France						
	Flux cumulés sur 4 trimestres					Encours
	2013		2014			2014
	T3	T4	T1	T2	T3	sept.
Placements financiers						
Numéraire et dépôts	8,0	4,1	1,2	7,0	3,2	38,5
Titres de créance à court terme	-11,4	-4,5	-9,3	-4,6	-6,5	17,7
Titres de créance à long terme	74,4	67,4	47,0	36,4	20,5	1 396,7
Crédits	0,9	0,3	0,2	0,5	0,9	36,7
Actions et autres participations	-2,6	-3,4	10,3	16,0	37,0	751,9
<i>dont actions cotées</i>	-2,4	-1,2	-1,6	-1,9	-0,2	82,2
Actifs nets résiduels	-15,9	-13,7	-10,6	-7,1	-5,0	-32,3
Financements						
Titres de créance	2,5	1,4	1,2	1,5	0,9	13,2
Crédits	16,1	11,8	8,9	5,0	7,0	102,7
Actions et autres participations	1,2	1,6	1,1	1,0	0,9	112,1
Provisions techniques d'assurance	55,2	50,5	51,9	55,6	59,3	1 875,7
<i>Assurance-vie et fonds de pension</i>	39,7	38,3	38,7	42,2	45,1	1 582,4
<i>Assurance-dommages</i>	15,5	12,2	13,2	13,4	14,3	293,2
Solde des créances et dettes (B9B)	1,5	6,6	-1,8	8,9	7,8	

a) Dépôts à moins de 2 ans et à préavis de moins de 3 mois des assurances auprès des IFM et des administrations centrales

Figure 18
Placements et financements des ménages – Zone euro

(en milliards d'euros)

	Flux cumulés sur 4 trimestres					Encours
	2013		2014			2014
	T3	T4	T1	T2	T3	sept.
Placements financiers						
Numéraire et dépôts	216,3	187,3	164,0	171,1	177,9	7 306,4
<i>dont dépôts inclus dans M3 ^{a)}</i>	171,0	102,9	74,1	96,8	113,8	5 503,4
Titres de créance à court terme	-29,5	-23,0	-14,3	-8,8	-7,4	54,8
Titres de créance à long terme	-160,9	-146,6	-127,8	-121,7	-166,5	1 033,2
Actions et autres participations	131,1	92,1	108,6	89,9	130,5	5 236,9
Actions cotées	-4,2	-10,7	-4,2	-12,9	14,3	834,9
Actions non cotées et autres participations	78,6	70,8	66,4	36,3	10,2	2 824,2
Titres d'OPC	56,7	32,0	46,4	66,5	106,0	1 577,9
<i>dont titres d'OPC monétaires</i>	-14,9	-0,4	-0,8	0,7	6,2	177,7
Provisions techniques d'assurance	177,3	179,3	190,5	203,3	212,8	6 774,6
Actifs nets résiduels	-42,9	-8,9	-33,7	-38,6	-35,9	-99,5
Financements						
Crédits	-8,2	-25,3	-15,2	-1,2	-5,2	6 148,0
<i>dont crédits des IFM de la zone euro</i>	7,5	-4,2	-4,5	-33,6	-26,1	5 196,9
Réévaluation des actifs financiers et autres flux						
Actions et autres participations	361,7	456,7	580,6	686,6	364,4	
Provisions techniques d'assurance	1,6	-11,2	70,5	137,1	238,3	
Autres flux	41,5	21,4	75,2	104,2	114,3	
Variation de la valeur financière nette	704,5	772,3	1 028,9	1 224,2	1 033,7	



a) Dépôts à moins de 2 ans et à préavis de moins de 3 mois des ménages auprès des IFM et des administrations centrales

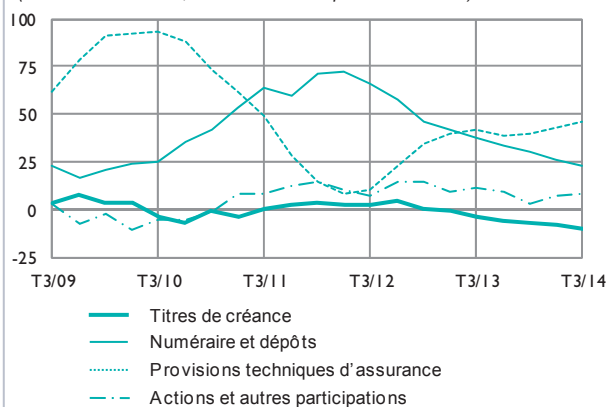
Figure 19
Placements et financements des ménages – France

(en milliards d'euros)

	Flux cumulés sur 4 trimestres					Encours
	2013		2014			2014
	T3	T4	T1	T2	T3	sept.
Placements financiers						
Numéraire et dépôts	37,1	33,2	30,6	25,8	22,5	1 328,8
Titres de créance à court terme	0,0	-0,5	-0,3	0,0	-0,1	18,6
Titres de créance à long terme	-4,5	-5,9	-6,9	-8,1	-10,0	62,0
Actions et autres participations	11,2	9,6	3,0	6,6	8,1	1 320,7
Actions cotées	-5,0	-4,8	-4,8	-3,5	-0,2	185,1
Actions non cotées et autres participations	23,2	24,0	19,4	21,9	14,1	828,0
Titres d'OPC	-7,1	-9,5	-11,7	-11,9	-5,8	307,6
dont titres d'OPC monétaires	-5,9	-5,5	-6,4	-6,1	-6,0	15,1
Provisions techniques d'assurance	41,2	39,0	39,8	43,2	46,4	1 684,7
Actifs nets résiduels	20,9	23,3	-2,9	-14,6	-10,3	75,9
Financements						
Crédits	26,7	22,9	23,1	23,8	20,6	1 190,0
Réévaluation des actifs financiers et autres flux						
Actions et autres participations	114,5	96,2	94,8	122,4	46,1	
Provisions techniques d'assurance	22,5	17,3	22,0	27,9	18,2	
Autres flux	2,2	1,1	6,0	5,8	1,3	
Variation de la valeur financière nette	218,5	190,4	163,0	185,2	101,6	

Flux de placements financiers

(en milliards d'euros, flux cumulés sur quatre trimestres)



Flux de placements financiers et de financements

(en milliards d'euros, flux cumulés sur quatre trimestres)

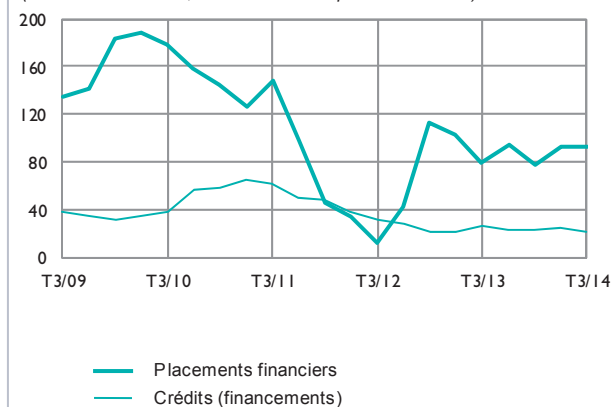
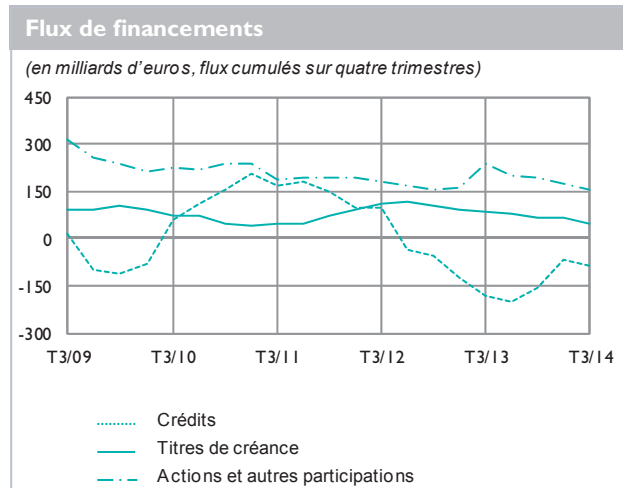
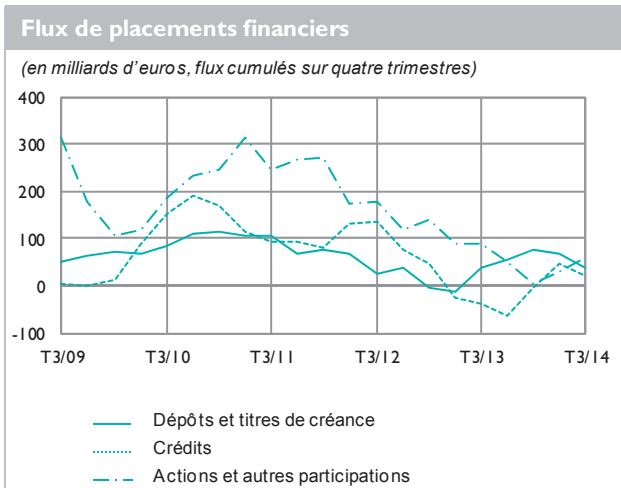


Figure 20
Placements et financements des sociétés non financières – Zone euro

(en milliards d'euros)

	Flux cumulés sur 4 trimestres					Encours
	2013		2014			2014
	T3	T4	T1	T2	T3	sept.
Placements financiers						
Numéraire et dépôts	85,7	95,2	96,5	101,2	78,4	2 152,5
<i>dont dépôts inclus dans M3 ^{a)}</i>	86,7	102,1	91,6	99,6	101,6	1 792,6
Titres de créance	-49,5	-41,7	-19,5	-34,6	-41,0	291,6
Crédits	-39,9	-62,4	-3,5	46,0	21,4	3 486,9
Actions et autres participations	87,7	51,3	4,1	28,3	60,3	8 770,2
Provisions techniques d'assurance	1,8	0,3	1,0	1,7	2,1	204,4
Actifs nets résiduels	98,4	103,4	100,6	102,3	65,0	454,3
Financements						
Endettement	-91,0	-119,8	-84,0	-2,2	-37,0	10 502,3
Crédits	-181,9	-201,6	-154,2	-69,4	-86,7	8 953,0
<i>dont crédits des IFM de la zone euro</i>	-165,7	-133,2	-137,0	-103,1	-89,3	4 288,6
Titres de créance	86,8	77,9	66,0	62,9	44,8	1 186,4
Réserves de fonds de pension	4,0	3,9	4,2	4,3	4,9	362,9
Actions et autres participations	237,4	201,0	192,7	175,2	154,5	14 304,0
<i>Actions cotées</i>	44,7	30,6	36,2	38,8	68,1	4 513,3
<i>Actions non cotées et autres participations</i>	192,7	170,4	156,6	136,4	86,4	9 790,7
Solde des créances et dettes (B9B)	37,9	64,9	70,5	71,8	68,8	



a) Dépôts à moins de 2 ans et à préavis de moins de 3 mois des SNF auprès des IFM et des administrations centrales

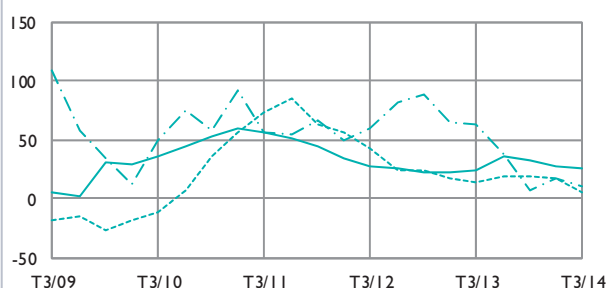
Figure 21
Placements et financements des sociétés non financières – France

(en milliards d'euros)

	Flux cumulés sur 4 trimestres					Encours
	2013		2014			2014
	T3	T4	T1	T2	T3	sept.
Placements financiers						
Numéraire et dépôts	34,9	46,0	34,7	32,3	27,0	454,3
Titres de créance	-10,7	-9,8	-1,7	-5,5	-1,7	58,3
Crédits	14,0	19,3	18,8	16,8	4,3	1 111,4
Actions et autres participations	62,3	36,9	6,2	17,2	10,5	3 452,7
Provisions techniques d'assurance	0,5	0,2	0,1	-0,1	0,0	49,3
Actifs nets résiduels	-32,2	-17,7	15,4	24,9	48,4	155,6
Financements						
Endettement	41,1	41,3	43,5	70,4	54,5	2 610,0
Crédits	15,6	24,4	15,4	18,8	5,2	2 040,1
Titres de créance	25,5	16,9	28,1	51,5	49,3	570,0
Actions et autres participations	74,8	68,4	68,2	74,9	69,8	4 898,0
Actions cotées	11,7	9,7	12,6	15,9	9,9	1 384,8
Actions non cotées et autres participations	63,1	58,7	55,6	59,0	59,9	3 513,1
Solde des créances et dettes (B9B)	-47,0	-34,9	-38,2	-59,5	-35,8	

Flux de placements financiers

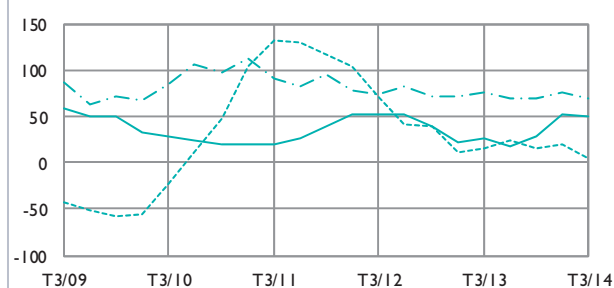
(en milliards d'euros, flux cumulés sur 4 trimestres)



— Dépôts et titres de créance
 Crédits
 - . - Actions et autres participations

Flux de financements

(en milliards d'euros, flux cumulés sur 4 trimestres)



..... Crédits
 — Titres de créance
 - . - Actions et autres participations

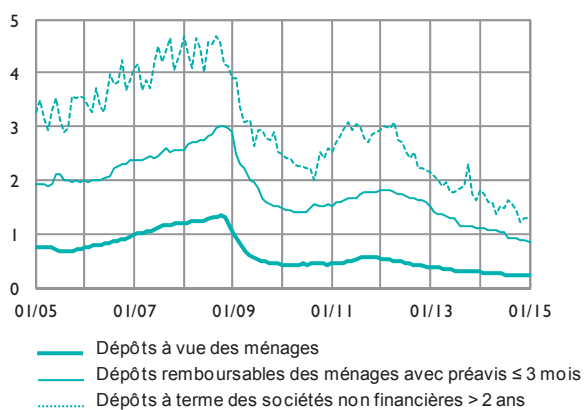
Figure 22
Taux de rémunération des dépôts bancaires – France et zone euro

(taux mensuels moyens en %)

	2013	2014	2014	2014				2015
	déc.	déc.	janv.	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.
Zone euro								
Dépôts à vue des ménages	0,29	0,22	0,28	0,23	0,22	0,21	0,22	0,21
Dépôts remboursables des ménages avec préavis ≤ 3 mois	1,11	0,86	1,09	0,92	0,91	0,89	0,86	0,84
Dépôts à terme des sociétés non financières > 2 ans	1,63	1,28	1,81	1,53	1,43	1,20	1,28	1,28
France								
Livret A (fin de période)	1,25	1,00	1,25	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00
Livrets à taux réglementés	1,29	1,05	1,28	1,06	1,05	1,05	1,05	1,05
Dépôts à terme ≤ 2 ans	1,97	1,92	1,91	1,94	1,95	1,92	1,92	1,80
Dépôts à terme > 2 ans	2,91	2,79	2,90	2,87	2,81	2,84	2,79	2,76

Zone euro

(taux mensuels moyens en %)



France

(taux mensuels moyens en %)

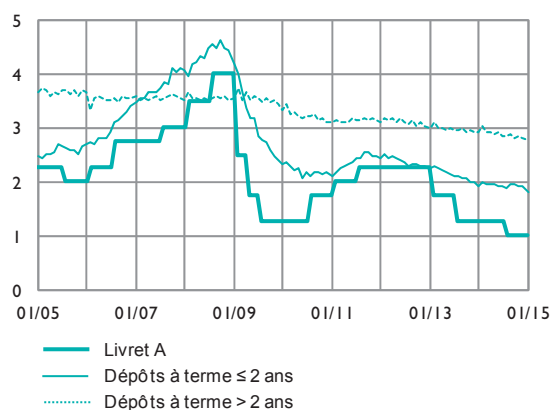
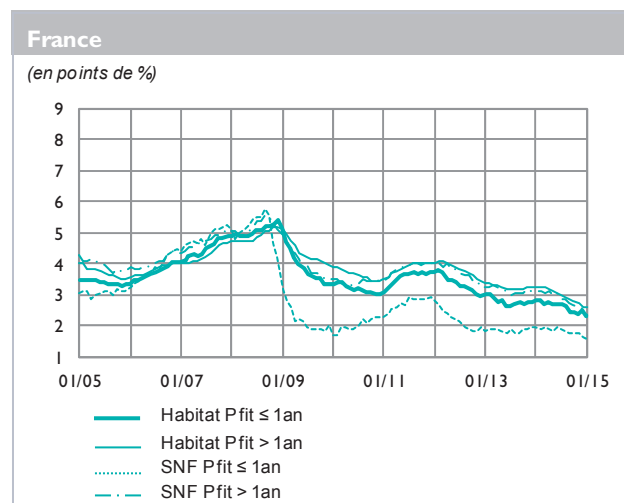
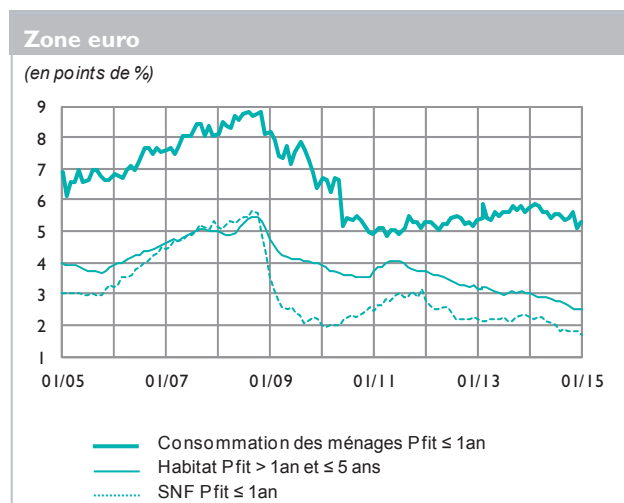


Figure 23
Taux d'intérêt des crédits bancaires – France et zone euro

(taux mensuels moyens en %)

	2014												2015
	fév.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	
Zone euro													
Consommation des ménages													
Taux variable et Pfit ≤ 1 an ^{a)}	5,85	5,81	5,58	5,62	5,45	5,55	5,55	5,37	5,42	5,59	5,07	5,26	
Habitat													
Pfit > 1 an et ≤ 5 ans ^{a)}	2,95	2,90	2,91	2,87	2,85	2,75	2,74	2,69	2,63	2,53	2,52	2,53	
SNF > EUR 1 million													
Pfit ≤ 1 an ^{a)}	2,17	2,25	2,24	2,11	2,09	1,99	1,83	1,87	1,80	1,79	1,83	1,70	
France													
Consommation des ménages	5,85	5,78	5,62	5,58	5,43	5,25	5,35	5,21	5,02	5,16	4,97	5,05	
Habitat													
Pfit ≤ 1 an ^{a)}	2,81	2,70	2,76	2,67	2,68	2,65	2,62	2,42	2,40	2,34	2,47	2,28	
Pfit > 1 an ^{a)}	3,22	3,21	3,17	3,12	3,05	2,96	2,89	2,85	2,77	2,70	2,61	2,56	
SNF													
Pfit ≤ 1 an ^{a)}	1,87	1,96	1,87	1,80	1,94	1,85	1,83	1,76	1,75	1,71	1,64	1,54	
Pfit > 1 an ^{a)}	3,07	3,06	3,08	3,00	3,03	2,86	2,86	2,71	2,66	2,56	2,49	2,32	



a) Pfit : période de fixation initiale du taux. C'est la période pendant laquelle le taux d'un contrat est fixe. Elle égale la durée du crédit lorsque le taux est fixe.

Pfit ≤ un an : crédits dont le taux est révisable au moins une fois par an + crédits dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an.

Pfit > un an : crédits à taux révisable selon une périodicité sup. à l'année + crédits à taux fixe de durée initiale sup. à un an

Figure 24
Taux d'usure des crédits aux particuliers et coût du crédit aux entreprises – France

(en %)

Seuils de l'usure applicables à partir du 1 ^{er} jour de la période indiquée	2014			2015
	avril	juil.	oct.	janv.
Prêts aux particuliers entrant dans le champ d'application des articles L312-1 à L312-36 du code de la consommation (prêts immobiliers)				
Prêts à taux fixe	5,19	5,11	4,85	4,57
Prêts à taux variable	4,64	4,71	4,53	4,15
Prêts relais	5,39	5,27	5,19	4,92
Prêts aux particuliers n'entrant pas dans le champ d'application des articles L312-1 à L312-36 du code de la consommation (crédits de trésorerie)				
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 €	20,27	20,35	20,28	20,25
Prêts d'un montant compris entre 3 000 € et 6 000 €	15,09	14,81	14,59	14,37
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 €	10,21	9,79	9,47	9,21

	2013	2014			
	oct.	janv.	avril	juil.	oct.
Crédit aux entreprises					
Escompte					
≤ 15 245 €	3,09	3,10	3,17	2,93	3,13
> 15 245 € et ≤ 45 735 €	3,91	3,63	4,30	4,14	3,53
> 45 735 € et ≤ 77 225 €	3,32	3,25	3,40	3,70	3,17
> 77 225 € et ≤ 304 898 €	2,52	2,40	2,81	2,41	2,27
> 304 898 € et ≤ 1 524 490 €	1,55	1,76	1,87	1,55	1,25
> 1 524 490 €	1,10	1,00	1,23	1,06	0,92
Découvert					
≤ 15 245 €	9,94	9,98	9,80	9,86	9,92
> 15 245 € et ≤ 45 735 €	6,66	6,82	6,47	6,52	6,42
> 45 735 € et ≤ 77 225 €	5,11	5,52	5,48	4,92	4,63
> 77 225 € et ≤ 304 898 €	3,87	4,16	3,74	3,36	3,54
> 304 898 € et ≤ 1 524 490 €	2,13	2,41	2,13	2,32	1,90
> 1 524 490 €	1,36	1,34	1,25	1,21	1,26
Autres crédits à court terme					
≤ 15 245 €	3,63	3,47	3,35	3,36	3,14
> 15 245 € et ≤ 45 735 €	3,39	3,10	2,99	3,08	2,88
> 45 735 € et ≤ 77 225 €	2,73	2,64	2,49	2,77	2,70
> 77 225 € et ≤ 304 898 €	2,21	2,40	2,58	2,38	2,20
> 304 898 € et ≤ 1 524 490 €	1,72	1,70	1,80	1,77	1,43
> 1 524 490 €	1,92	1,92	1,93	1,95	1,72
Crédits à moyen et long termes					
≤ 15 245 €	3,22	3,20	3,06	2,98	2,67
> 15 245 € et ≤ 45 735 €	2,95	2,89	2,78	2,68	2,43
> 45 735 € et ≤ 77 225 €	2,89	2,92	2,84	2,68	2,44
> 77 225 € et ≤ 304 898 €	2,96	2,96	2,88	2,75	2,52
> 304 898 € et ≤ 1 524 490 €	2,83	2,90	2,89	2,65	2,38
> 1 524 490 €	2,50	2,44	2,59	2,30	2,14

Source : Banque de France

Réalisé le 23 mars 2015

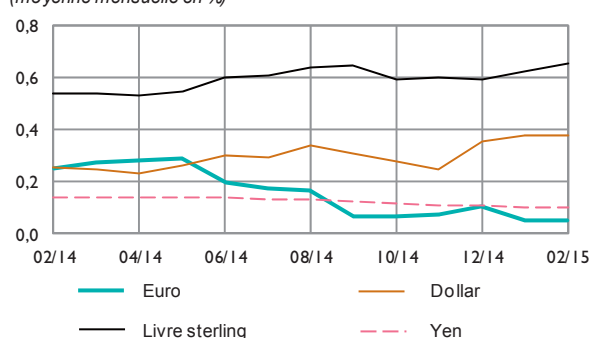
Figure 25
Taux d'intérêt

(en %)

	Moyenne mensuelle ^{a)}										Taux directeurs au 19/03/15	
	2014					2015						
	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.	fév.		
Taux d'intérêt interbancaires à court terme												
Euro												0,05
Au jour le jour	0,24	0,06	0,02	0,04	0,00	0,00	0,00	-0,05	-0,06	-0,05		
À 3 mois	0,29	0,20	0,18	0,16	0,06	0,06	0,07	0,10	0,05	0,05		
À 1 an	0,54	0,48	0,49	0,47	0,36	0,34	0,40	0,39	0,37	0,29		
Livre sterling												0,50
Au jour le jour	0,44	0,44	0,45	0,46	0,48	0,49	0,47	0,47	0,48	0,48		
À 3 mois	0,55	0,60	0,61	0,64	0,64	0,59	0,60	0,59	0,62	0,65		
À 1 an	1,02	1,13	1,16	1,15	1,13	1,06	1,02	0,97	0,97	1,01		
Dollar												0,25
Au jour le jour	0,14	0,14	0,16	0,17	0,15	0,17	0,14	0,15	0,18	0,18		
À 3 mois	0,26	0,30	0,29	0,33	0,31	0,27	0,25	0,35	0,37	0,38		
À 1 an	0,60	0,63	0,64	0,67	0,70	0,63	0,63	0,70	0,78	0,90		
Yen												0,10
Au jour le jour	0,06	0,05	0,05	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04	ND	ND		
À 3 mois	0,14	0,13	0,13	0,13	0,12	0,11	0,11	0,11	0,10	0,10		
À 1 an	0,27	0,28	0,25	0,22	0,23	0,18	0,18	0,18	0,19	0,20		
Taux des emprunts phares à 10 ans ^{b)}												
France	1,84	1,71	1,56	1,41	1,35	1,26	1,14	0,92	0,67	0,60		
Allemagne	1,40	1,35	1,20	1,02	1,00	0,88	0,79	0,65	0,44	0,35		
Zone euro	2,55	2,28	2,16	1,99	1,85	1,69	1,62	1,45	1,27	1,21		
Royaume-Uni	2,63	2,70	2,64	2,46	2,49	2,23	2,13	1,87	1,54	1,67		
États-Unis	2,55	2,59	2,54	2,42	2,52	2,29	2,32	2,20	1,87	1,97		
Japon	0,60	0,59	0,54	0,51	0,54	0,49	0,47	0,39	0,27	0,38		

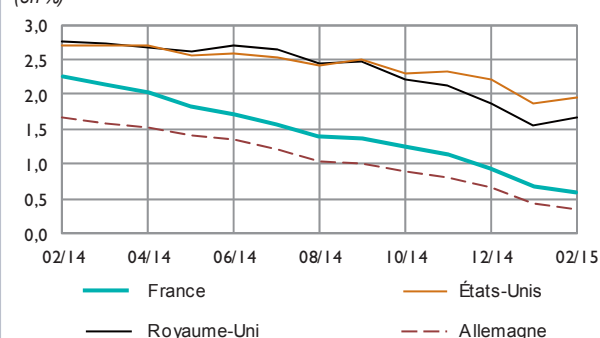
Taux du marché interbancaire à 3 mois

(moyenne mensuelle en %)



Taux des emprunts phares à 10 ans ^{b)}

(en %)



a) Court terme : moyenne des taux interbancaires du milieu de fourchette entre les taux offerts et demandés, extraits des cotations affichées par Reuters, à 16h30 pour l'euro, et à 11h30 pour les autres devises

b) Taux affichés par Reuters à 16h30

Figure 26
Liquidité bancaire et refinancement – Zone euro

(en milliards d'euros, en moyenne quotidienne pendant la période de constitution du 10 décembre 2014 au 27 janvier 2015)

	Apports de liquidité	Retraits de liquidité	Contribution nette
Contribution à la liquidité du système bancaire			
(a) Opérations de politique monétaire de l'Eurosystème	790,4	50,2	740,2
Opération principale de refinancement	119,0		119,0
Opération de refinancement à plus long terme	454,4		454,4
Facilités permanentes	0,5	50,2	-49,8
Autres opérations	216,5	0,0	216,5
(b) Autres facteurs agissant sur la liquidité bancaire	568,0	1 071,9	-503,9
Billets en circulation		1 005,5	-1 005,5
Dépôts des administrations publiques auprès de l'Eurosystème		66,3	-66,3
Réserves nettes de change (y compris l'or)	576,4		576,4
Autres facteurs (net)	-8,5		-8,5
(c) Réserves constituées par les établissements de crédit (a) + (b)			236,3
dont réserves obligatoires			106,2

Contribution nette à la liquidité du système bancaire

(en milliards d'euros, en moyenne quotidienne pendant la période de constitution du 10 décembre 2014 au 27 janvier 2015)

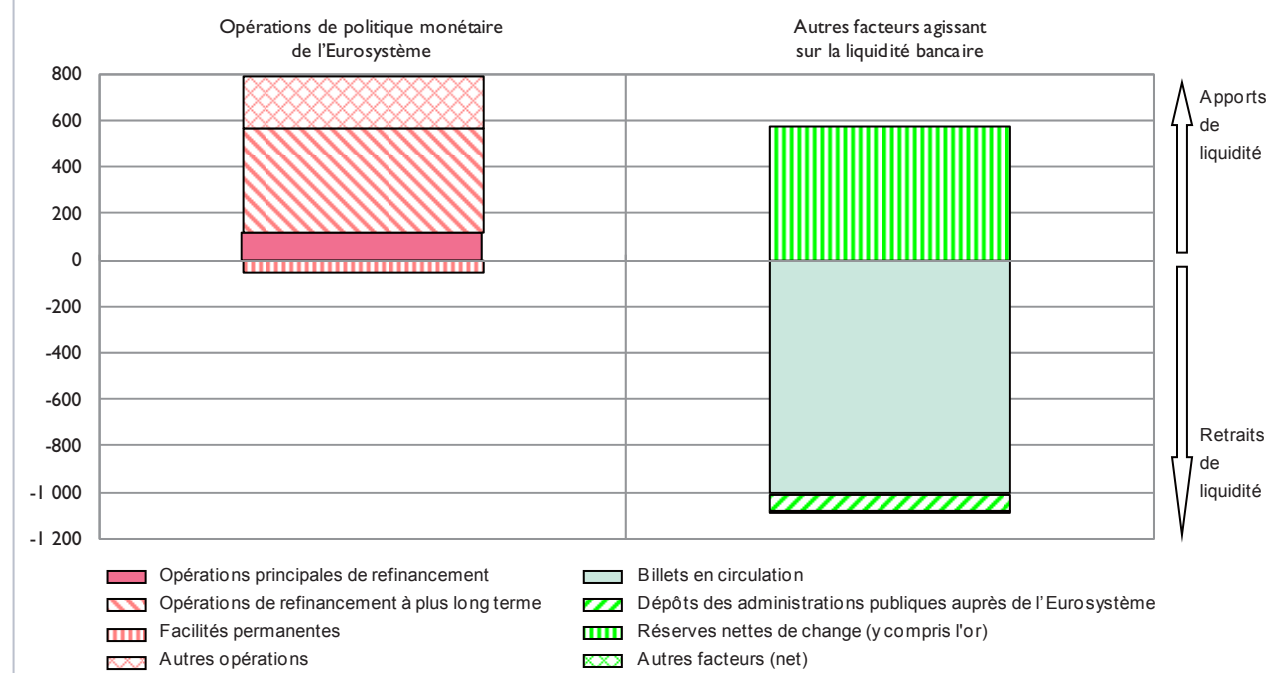


Figure 27
Taux directeurs de l'Eurosystème et réserves obligatoires

(en %)

Taux directeurs de l'Eurosystème (dernières dates de modification)						
Opération principale de refinancement			Facilités permanentes			
Date de		Taux fixe	Date de		Dépôt	Prêt marginal
décision	valeur		décision	valeur		
07/11/13	13/11/13	0,25	07/11/13	13/11/13	0,00	0,75
05/06/14	11/06/14	0,15	05/06/14	11/06/14	-0,10	0,40
04/09/14	10/09/14	0,05	04/09/14	10/09/14	-0,20	0,30

(en %)

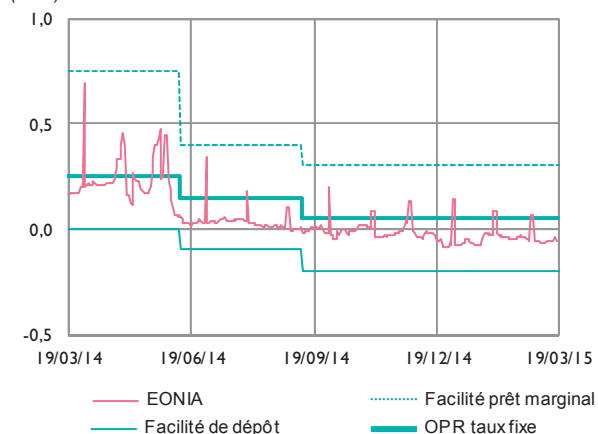
Opérations principales de refinancement				Opérations de refinancement à plus long terme		
		Taux marginal	Taux moyen pondéré			Taux marginal
2015	11 février ^{a)}	0,05	0,05	2015	10 mars	0,05
	18 février	0,05	0,05		11 mars	0,05
	25 février	0,05	0,05		12 mars	0,05
	4 mars	0,05	0,05		13 mars	0,05
	11 mars	0,05	0,05		18 mars	0,05
	18 mars	0,05	0,05		19 mars	0,05

(en milliards d'euros, taux en %)

Réserves obligatoires (moyennes quotidiennes)								
Période de réserve prenant fin le	Réserves à constituer		Réserves constituées		Excédents		Taux de rémunération	
	zone euro	France	zone euro	France	zone euro	France		
2014 12 août	105,00	20,10	210,20	43,30	105,20	23,10	0,15	
9 septembre	105,20	20,30	210,10	40,70	104,90	20,50	0,15	
7 octobre	105,30	20,10	192,60	35,00	87,30	14,90	0,05	
11 novembre	105,70	20,00	188,30	34,20	82,80	14,20	0,05	
9 décembre	106,50	20,00	185,40	33,70	79,00	13,70	0,05	
2015 27 janvier	106,30	19,90	236,30	36,40	130,10	16,60	0,05	

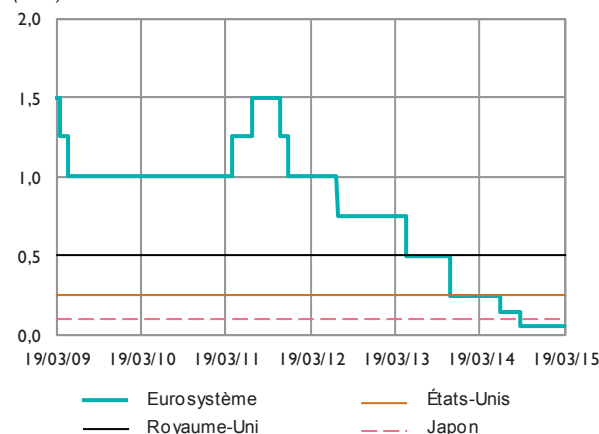
Taux directeurs de l'Eurosystème et EONIA

(en %)



Taux directeurs des banques centrales

(en %)



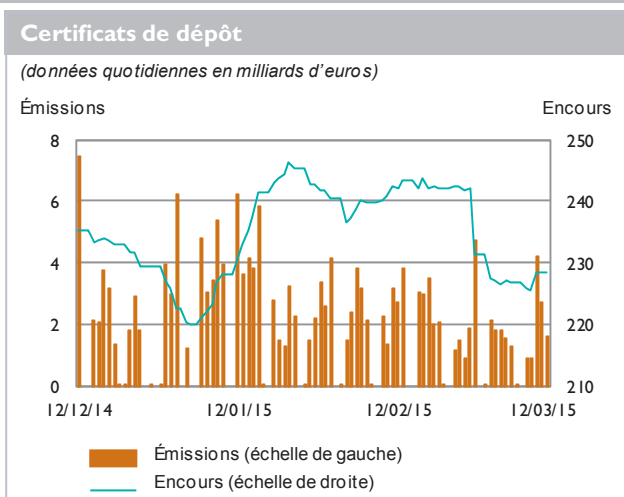
a) Appel d'offres à taux fixe

Sources : Banque centrale européenne, SEBC

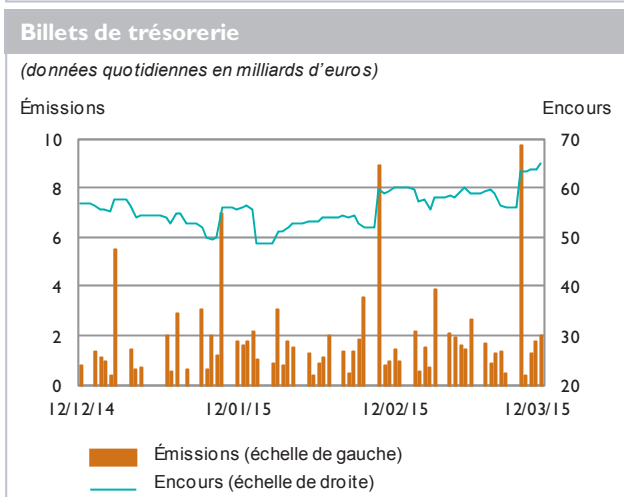
Réalisé le 23 mars 2015

Figure 28
Titres de créances négociables – France

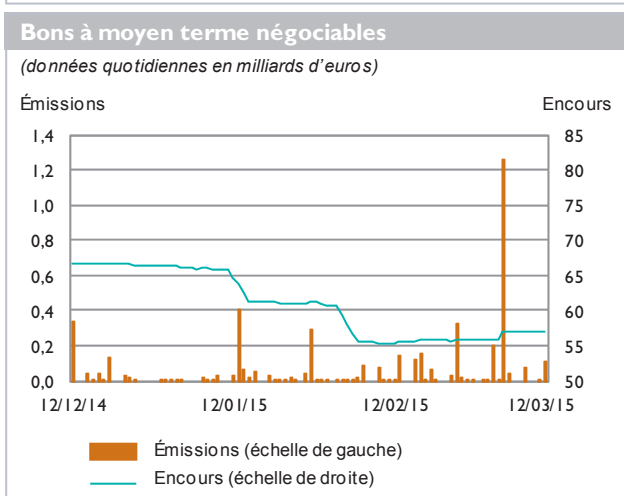
Certificats de dépôt			
	En milliards d'euros ^{a)}		Nombre d'émetteurs
	Émissions	Encours	
13/12/14 au 19/12/14	12,29	232,89	138
20/12/14 au 26/12/14	6,51	229,34	137
27/12/14 au 02/01/15	14,25	220,09	135
03/01/15 au 09/01/15	20,51	227,94	133
10/01/15 au 16/01/15	23,55	241,54	134
17/01/15 au 23/01/15	10,98	245,31	135
24/01/15 au 30/01/15	13,72	240,46	133
31/01/15 au 06/02/15	12,91	239,74	133
07/02/15 au 13/02/15	13,20	243,42	134
14/02/15 au 20/02/15	13,43	242,13	134
21/02/15 au 27/02/15	10,09	231,26	134
28/02/15 au 06/03/15	8,42	226,83	133
07/03/15 au 13/03/15	10,25	228,23	133



Billets de trésorerie			
	En milliards d'euros ^{a)}		Nombre d'émetteurs
	Émissions	Encours	
13/12/14 au 19/12/14	9,23	57,71	102
20/12/14 au 26/12/14	2,74	54,31	95
27/12/14 au 02/01/15	6,04	52,56	91
03/01/15 au 09/01/15	13,78	56,05	98
10/01/15 au 16/01/15	8,23	48,49	100
17/01/15 au 23/01/15	7,92	52,75	102
24/01/15 au 30/01/15	5,63	53,79	100
31/01/15 au 06/02/15	8,44	51,89	105
07/02/15 au 13/02/15	13,02	59,85	107
14/02/15 au 20/02/15	8,79	57,86	105
21/02/15 au 27/02/15	9,68	58,68	108
28/02/15 au 06/03/15	5,59	55,88	109
07/03/15 au 13/03/15	15,04	64,82	109



Bons à moyen terme négociables			
	En milliards d'euros ^{a)}		Nombre d'émetteurs
	Émissions	Encours	
13/12/14 au 19/12/14	0,21	66,61	115
20/12/14 au 26/12/14	0,05	66,48	115
27/12/14 au 02/01/15	0,01	66,16	115
03/01/15 au 09/01/15	0,05	65,81	115
10/01/15 au 16/01/15	0,56	61,10	114
17/01/15 au 23/01/15	0,05	61,01	114
24/01/15 au 30/01/15	0,34	60,80	114
31/01/15 au 06/02/15	0,11	55,44	114
07/02/15 au 13/02/15	0,25	55,49	114
14/02/15 au 20/02/15	0,34	55,75	114
21/02/15 au 27/02/15	0,39	55,83	114
28/02/15 au 06/03/15	1,51	56,96	114
07/03/15 au 13/03/15	0,18	57,06	113



a) Les émissions en euros sont cumulées sur la période de référence et les encours sont calculés à la date d'arrêt (dernier jour de la période considérée).

Figure 29
Titres de créances négociables – France

Certificats de dépôt

(encours journalier en milliards d'euros)



Billets de trésorerie

(encours journalier en milliards d'euros)



Bons à moyen terme négociables

(encours journalier en milliards d'euros)



Titres de créances négociables, encours cumulés

(encours journalier en milliards d'euros)



Source : Banque de France

Réalisé le 23 mars 2015

Figure 30
Titres d'OPC – France

(en milliards d'euros)

	2014			2015
	mars	juin	sept.	janv.
Actif net des OPC par catégories				
OPC monétaires	323,32	308,41	303,90	307,53
OPC obligations	220,76	229,69	236,13	
OPC actions	277,90	286,02	283,85	
OPC diversifiés	276,66	283,91	288,64	
OPC de fonds alternatifs	12,91	12,77	12,72	
OPC garantis	0,00	0,00	0,00	
Fonds à formule	41,57	38,10	36,74	

Actif net des OPC monétaires

(en milliards d'euros)

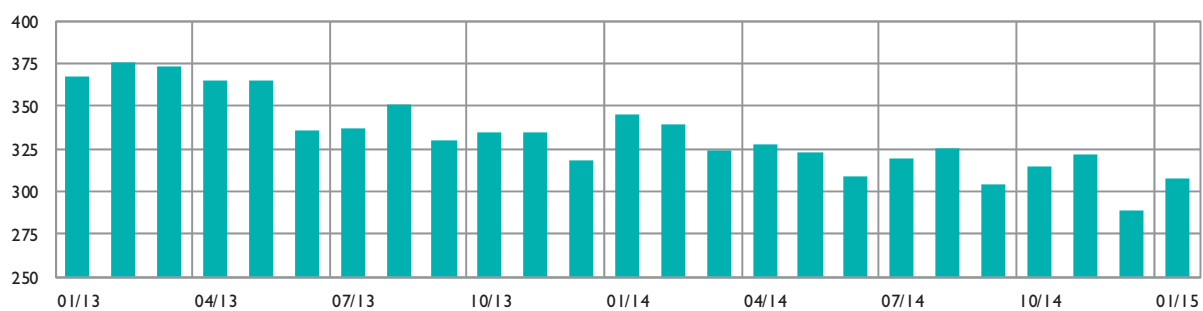


Figure 3 I
Émissions de titres de dette et d'actions cotées par les résidents français

(en milliards d'euros)

	Encours ^{a)}		Cumul 12 mois	Émissions nettes ^{b)}		
	2014	2015		2014		2015
	janv. ^{c)}	janv. ^{c)}		nov. ^{c)}	déc. ^{c)}	janv. ^{c)}
Titres de dette des résidents français						
Total	3 377,9	3 434,2	56,2	10,1	-21,4	-3,3
Sociétés non financières	508,2	546,3	38,1	1,0	0,2	-1,2
<i>court terme (≤ 1 an)</i>	40,3	45,3	5,0	-0,7	-5,8	4,9
<i>long terme (> 1 an)</i>	468,0	501,0	33,0	1,7	6,0	-6,1
Administrations publiques	1 611,4	1 686,0	74,6	9,8	2,6	2,5
<i>court terme (≤ 1 an)</i>	205,5	200,8	-4,7	3,7	-3,6	-5,8
<i>long terme (> 1 an)</i>	1 405,9	1 485,1	79,2	6,1	6,2	8,3
Institutions financières monétaires ^{d)}	1 122,2	1 082,0	-40,2	-1,1	-24,9	-4,9
<i>court terme (≤ 1 an)</i>	260,4	228,8	-31,6	-0,6	-10,5	9,0
<i>long terme (> 1 an) ^{d)}</i>	861,8	853,1	-8,6	-0,5	-14,4	-13,9
Institutions financières non monétaires ^{e)}	136,1	119,9	-16,2	0,4	0,7	0,2

(en milliards d'euros)

	Encours ^{f)}		Cumul 12 mois	Émissions nettes ^{b)}		Émissions brutes ^{g)}	Rachats ^{g)}
	2014	2015		2014	2015	Cumul	Cumul
	janv.	janv.		déc.	janv.	12 mois	12 mois
Actions françaises cotées							
Total	1 520,8	1 734,1	22,1	4,2	4,8	32,4	10,3
Sociétés non financières	1 296,0	1 514,0	20,5	3,8	4,7	30,8	10,3
Institutions financières monétaires	154,0	141,8	1,1	0,3	0,1	1,1	0,0
Institutions financières non monétaires	70,9	78,3	0,4	0,0	0,0	0,4	0,0

a) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale.

b) Les chiffres mensuels sont corrigés des variations saisonnières. Le cumul sur 12 mois est donné en brut.

c) Données éventuellement révisées

d) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires

e) Y compris parts émises par les FCC

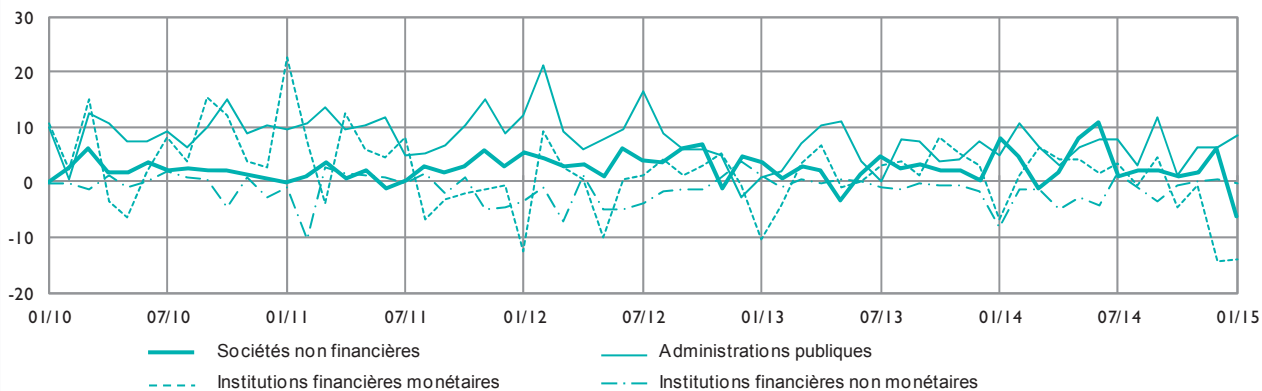
f) L'encours des actions cotées est valorisé au prix de marché.

g) Données non cvs

Figure 32
Émissions de titres de dette et d'actions cotées des résidents français par secteur émetteur

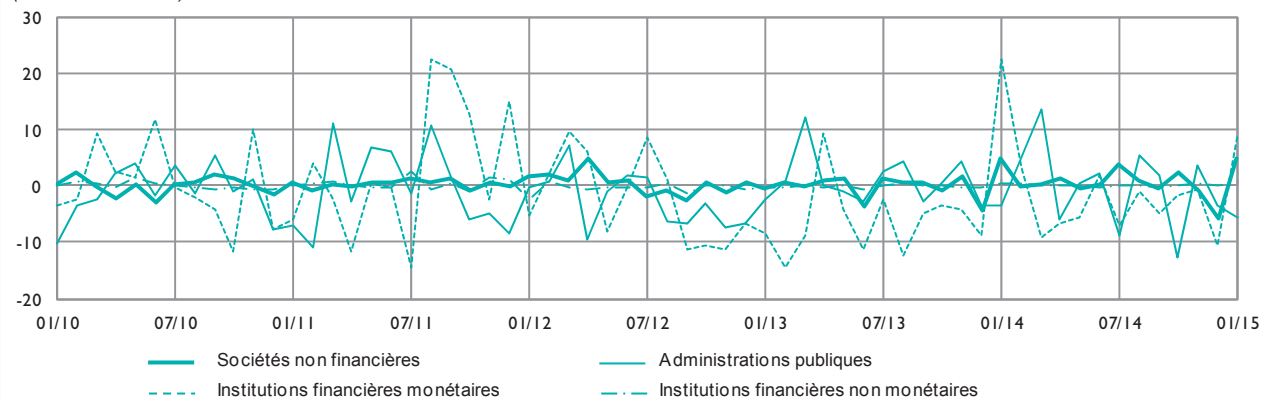
Émissions nettes de titres de dette à long terme des résidents français, désaisonnalisées

(en milliards d'euros)



Émissions nettes de titres de dette à court terme des résidents français, désaisonnalisées

(en milliards d'euros)



Émissions nettes d'actions cotées des résidents français, désaisonnalisées

(en milliards d'euros)

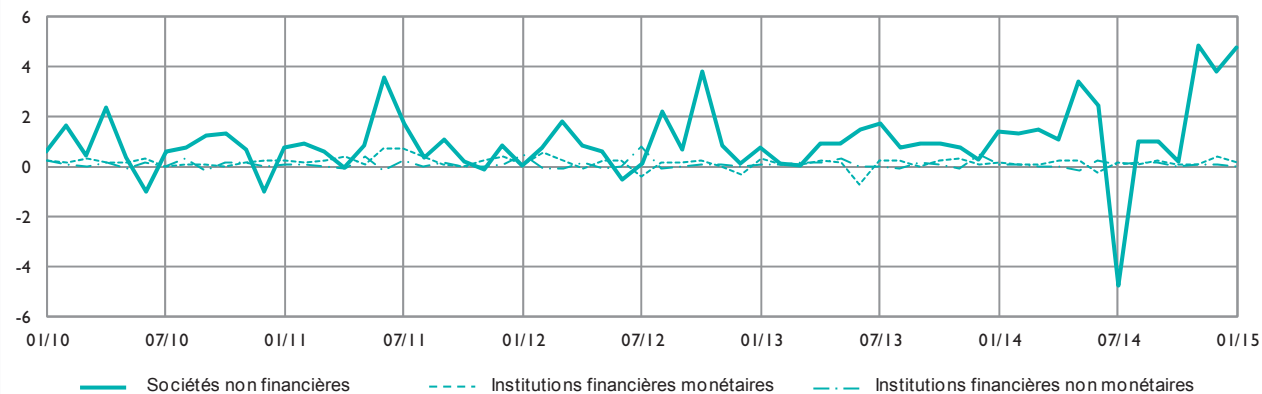


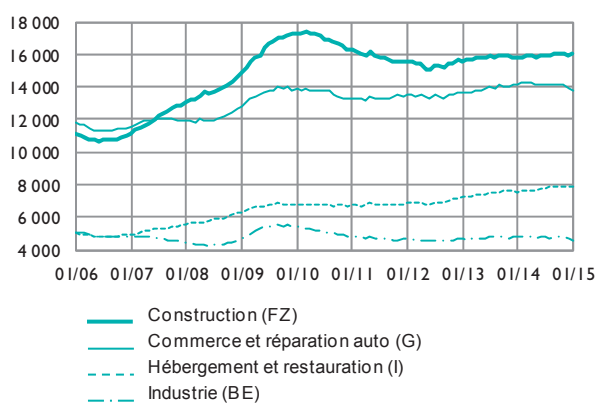
Figure 33
État des défaillances d'entreprises par secteur – France

(en nombre d'entreprises, données brutes, cumul 12 mois)

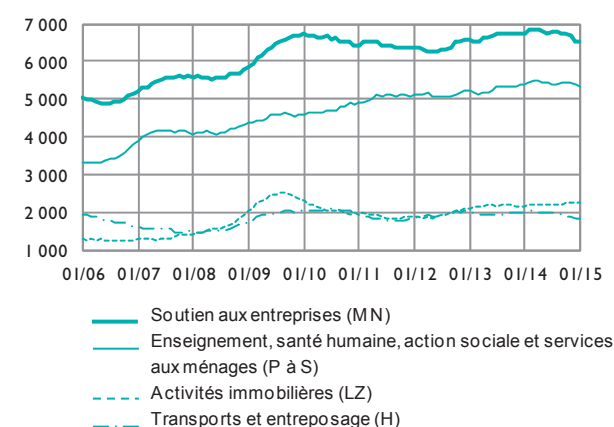
	2014												2015
	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.	janv.
Agriculture, sylviculture, pêche (AZ)	1 337	1 361	1 391	1 400	1 392	1 398	1 368	1 368	1 368	1 380	1 416	1 396	1 353
Industrie (BE)	4 755	4 769	4 749	4 766	4 716	4 747	4 754	4 731	4 767	4 737	4 742	4 621	4 584
Construction (FZ)	15 746	15 845	15 862	15 854	15 804	15 906	15 943	15 938	15 992	16 025	16 035	15 903	16 077
Commerce et réparation auto (G)	14 118	14 283	14 231	14 277	14 146	14 126	14 104	14 093	14 146	14 086	14 097	13 847	13 757
Transports et entreposage (H)	1 994	2 026	2 023	2 005	2 000	1 984	1 993	1 983	1 951	1 882	1 867	1 800	1 799
Hébergement et restauration (I)	7 551	7 609	7 594	7 663	7 655	7 746	7 799	7 828	7 848	7 858	7 857	7 829	7 900
Information et communication (JZ)	1 600	1 612	1 638	1 631	1 613	1 598	1 550	1 550	1 567	1 554	1 537	1 486	1 474
Activités financières et d'assurance (KZ)	1 195	1 217	1 213	1 228	1 256	1 277	1 254	1 263	1 282	1 289	1 293	1 267	1 281
Activités immobilières (LZ)	2 168	2 201	2 178	2 180	2 196	2 202	2 220	2 215	2 219	2 229	2 256	2 231	2 238
Soutien aux entreprises (MN)	6 759	6 817	6 819	6 815	6 811	6 742	6 775	6 791	6 750	6 718	6 685	6 545	6 541
Enseignement, santé humaine, action sociale et services aux ménages (P à S)	5 377	5 450	5 472	5 475	5 446	5 414	5 389	5 389	5 434	5 441	5 440	5 379	5 340
Secteur inconnu	90	98	105	109	106	104	109	113	113	119	122	126	134
Total des secteurs	62 690	63 288	63 275	63 403	63 141	63 244	63 258	63 262	63 437	63 318	63 347	62 430	62 478

Défaillances d'entreprises en cumul 12 mois

(en nombre d'entreprises, données brutes)



(en nombre d'entreprises, données brutes)



NB : Les codes sur deux caractères correspondent au niveau d'agrégation A10 ; ceux sur un caractère aux sections de la NAF rév.2 A21.
Données provisoires sur le dernier mois

Figure 34
Systèmes de paiement de masse – France

(moyenne quotidienne en millions d'euros, part en % sur le dernier mois)

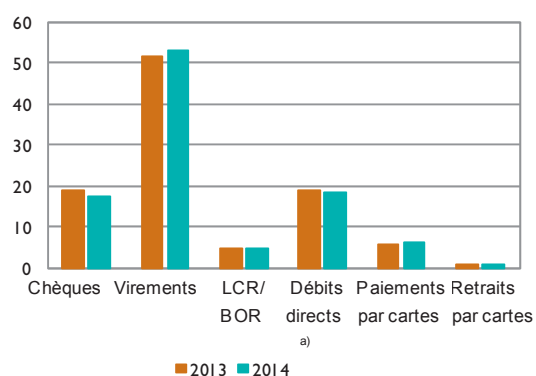
	2011	2012	2013	2014	2014	2015		2015
					déc.	janv.	fév.	Part
Chèques	5 478	4 947	3 986	3 662	3 951	3 551	3 544	16,8
Virements	9 646	10 167	10 827	11 185	13 520	11 331	11 587	55,1
dont virements SEPA	2 555	4 130	5 967	10 701	13 520	11 331	11 587	55,1
LCR/BOR	1 142	1 079	981	964	977	883	825	3,9
Prélèvements	1 938	2 004	2 048	1 868	2 096	1 750	2 030	9,6
TIP	130	131	129	125	99	86	147	0,7
Téléversements	1 343	1 491	1 766	1 872	2 155	2 131	1 598	7,6
Paievements par cartes	1 085	1 152	1 200	1 248	1 602	1 230	1 181	5,6
Retraits par cartes	145	146	147	149	170	130	135	0,6
Total	20 907	21 116	21 085	21 073	24 572	21 092	21 046	100,0

(moyenne quotidienne en milliers d'opérations, part en % sur le dernier mois)

	2011	2012	2013	2014	2014	2015		2015
					déc.	janv.	fév.	Part
Chèques	9 112	8 588	8 040	7 555	8 806	7 341	7 008	12,9
Virements	7 549	7 593	7 722	7 927	8 982	7 808	8 372	15,5
dont virements SEPA	1 400	2 154	3 641	7 608	8 982	7 808	8 372	15,5
LCR/BOR	303	291	281	277	288	266	256	0,5
Prélèvements	8 502	8 680	8 737	8 603	9 561	8 130	9 396	17,3
TIP	342	320	301	280	296	243	266	0,5
Téléversements	76	101	127	150	225	157	160	0,3
Paievements par cartes	22 969	24 489	25 868	27 405	34 035	27 428	26 551	49,0
Retraits par cartes	2 422	2 407	2 397	2 409	2 597	2 105	2 176	4,0
Total	51 275	52 469	53 472	54 607	64 791	53 479	54 186	100,0

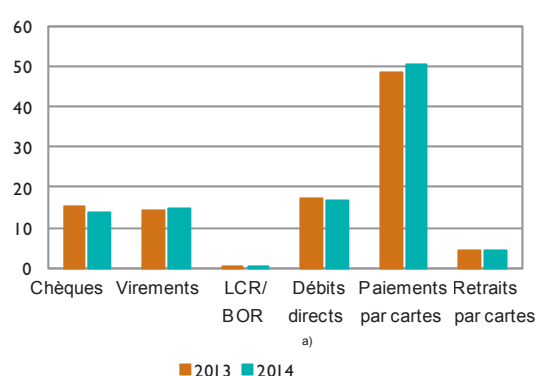
Évolution des parts de marché des principaux moyens de paiement scripturaux

(% des montants échangés)



Évolution des parts de marché des principaux moyens de paiement scripturaux

(% des volumes échangés)



a) Débits directs : les prélèvements, les TIP et les téléversements

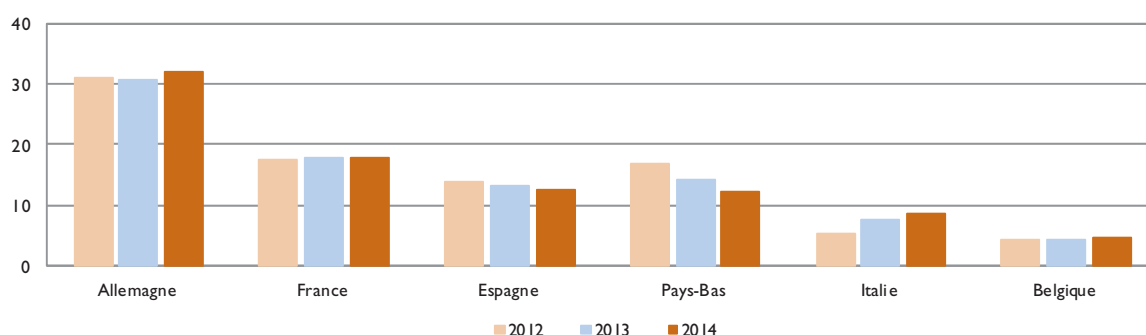
Figure 35
Systèmes de paiement de montant élevé – Union européenne

(moyenne quotidienne en milliards d'euros, part en % sur le dernier mois)

	2011	2012	2013	2014	2014	2015		2015
					déc.	janv.	fév.	Part
France	398	431	343	340	335	347	329	16,9
Allemagne	818	764	594	615	655	654	626	32,1
Autriche	27	25	21	29	31	28	30	1,5
Belgique	106	104	84	86	81	88	85	4,4
Chypre	2	3	1	1	1	0	0	0,0
Espagne	367	345	255	244	228	242	245	12,6
Estonie	1	1	1	1	1	1	1	0,1
Finlande	47	85	39	39	39	48	41	2,1
Grèce	23	20	34	26	27	32	36	1,9
Irlande	21	17	15	15	16	13	13	0,7
Italie	129	128	147	162	168	160	170	8,7
Lettonie	–	–	–	1	1	1	1	0,1
Lituanie	–	–	–	0	0	2	1	0,1
Luxembourg	57	70	67	68	67	72	79	4,1
Malte	0	1	0	0	0	0	0	0,0
Pays-Bas ^{a)}	308	412	272	232	223	230	219	11,2
Portugal	22	14	11	11	12	11	11	0,6
Slovaquie	3	3	2	3	3	3	2	0,1
Slovénie	2	3	2	3	3	2	3	0,1
EPM-BCE	36	35	29	39	44	40	40	2,0
Total TARGET2 zone euro ^{b)}	2 368	2 462	1 918	1 916	1 935	1 975	1 933	99,3
Hors zone euro	17	15	17	15	14	15	14	0,7
Total TARGET2 Union européenne ^{b)}	2 385	2 477	1 935	1 931	1 949	1 991	1 947	100,0
Euro I ^{c)}	249	226	191	186	205	204	nd	

Parts de marché de chaque place dans le système TARGET2 de l'Union européenne

(% des capitaux échangés)



La somme des composantes peut ne pas être égale au total (ou à 100) en raison des arrondis.

Depuis janvier 2009, une nouvelle méthodologie de collecte et de reporting statistique a été mise en place sur les données TARGET2 afin d'améliorer la qualité des données. Cet élément doit être pris en considération lors des comparaisons des données 2009 avec les données antérieures.

a) Depuis le 19 mai 2008, les opérations du Royaume-Uni transitent par ce pays.

b) Composition variable en fonction des pays qui participent aux systèmes de paiement en euros.

c) Système de compensation de l'Association bancaire pour l'euro (ABE). Comprend les paiements de détail enregistrés dans STEP1.

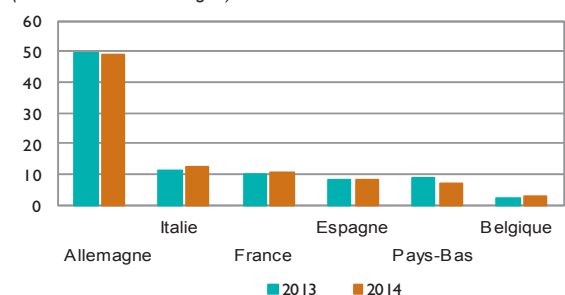
Figure 36
Systèmes de paiement de montant élevé – Union européenne

(moyenne quotidienne en nombre d'opérations, part en % sur le dernier mois)

	2011	2012	2013	2014	2014	2015		2015
					déc.	janv.	fév.	Part
France	34 139	33 830	35 753	36 791	39 571	35 881	36 494	10,5
Allemagne	172 884	175 611	179 655	172 560	178 996	167 771	166 775	48,1
Autriche	6 294	6 711	4 719	4 525	4 766	4 257	4 305	1,2
Belgique	10 265	9 955	9 322	10 169	10 092	9 425	9 055	2,6
Chypre	515	613	872	544	548	432	482	0,1
Espagne	29 509	29 760	30 105	28 420	30 598	28 341	29 825	8,6
Estonie	329	360	417	616	1 537	1 249	1 348	0,4
Finlande	1 571	1 611	1 596	1 620	1 860	1 598	1 661	0,5
Grèce	5 861	4 335	4 292	3 322	3 906	3 302	3 462	1,0
Irlande	4 376	4 012	3 589	3 590	4 088	3 469	3 556	1,0
Italie	33 643	34 837	40 711	45 147	47 415	43 146	46 419	13,4
Lettonie	–	–	–	1 397	1 610	1 028	1 130	0,3
Lituanie	–	–	–	424	429	380	333	0,1
Luxembourg	3 229	3 509	4 398	4 880	5 695	5 296	5 522	1,6
Malte	72	157	236	299	220	207	209	0,1
Pays-Bas ^{a)}	32 490	33 144	31 300	25 040	25 249	22 809	22 214	6,4
Portugal	4 165	4 166	4 276	4 751	4 941	4 450	4 336	1,2
Slovaquie	730	1 090	1 255	1 004	1 021	918	922	0,3
Slovénie	3 039	2 786	2 697	2 780	3 151	2 567	2 561	0,7
EPM-BCE	379	553	590	679	678	683	671	0,2
Total TARGET2 zone euro^{b)}	343 488	347 040	355 785	348 560	366 369	337 208	341 279	98,4
Hors zone euro	5 017	7 145	7 313	5 703	5 923	5 388	5 689	1,6
Total TARGET2 Union européenne^{b)}	348 505	354 185	363 099	354 263	372 293	342 596	346 968	100,0
Euro I^{c)}	242 499	260 135	251 518	228 655	236 402	211 619	nd	

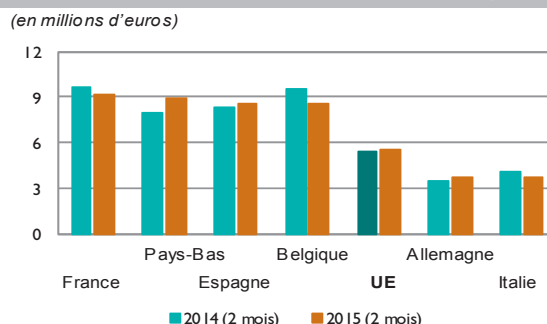
Parts de marché de chaque place dans le système TARGET2 de l'Union européenne

(% des volumes échangés)



Montant moyen d'une opération dans le système TARGET2 de l'Union européenne

(en millions d'euros)



La somme des composantes peut ne pas être égale au total (ou à 100) en raison des arrondis.

Depuis janvier 2009, une nouvelle méthodologie de collecte et de reporting statistique a été mise en place sur les données TARGET2 afin d'améliorer la qualité des données. Cet élément doit être pris en considération lors des comparaisons des données 2009 avec les données antérieures.

a) Depuis le 19 mai 2008, les opérations du Royaume-Uni transitent par ce pays.

b) Composition variable en fonction des pays qui participent aux systèmes de paiement en euros.

c) Système de compensation de l'Association bancaire pour l'euro (ABE). Comprend les paiements de détail enregistrés dans STEP1.

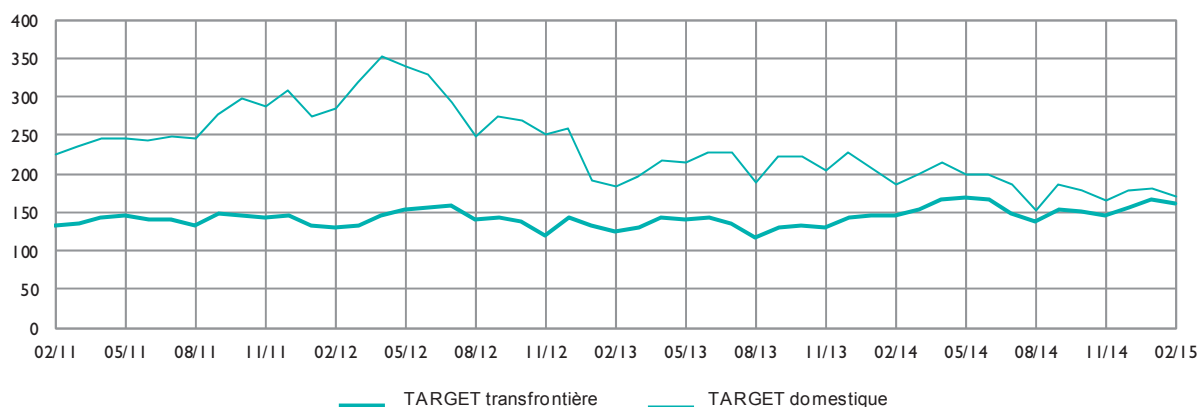
Figure 37
Systèmes de paiement de montant élevé – France

(moyenne quotidienne en milliards d'euros, part en % sur le dernier mois)

	2011	2012	2013	2014	2014	2015		2015
					déc.	janv.	fév.	Part
Garanties mobilisées dans TARGET domestique France ^{b)}								
Titres français négociables	81,6	127,4	109,8	65,0	60,5	63,2	63,3	30,0
Créances privées	146,4	189,9	180,7	148,8	147,0	44,7	45,5	21,6
Titres mobilisés via le CCBM	60,5	53,7	63,7	68,5	77,5	96,6	97,5	46,2
Autres titres étrangers ^{c)}	3,5	2,7	3,4	4,6	4,7	4,5	4,8	2,3
Total	292,0	373,8	357,6	286,9	289,7	209,0	211,1	100,0

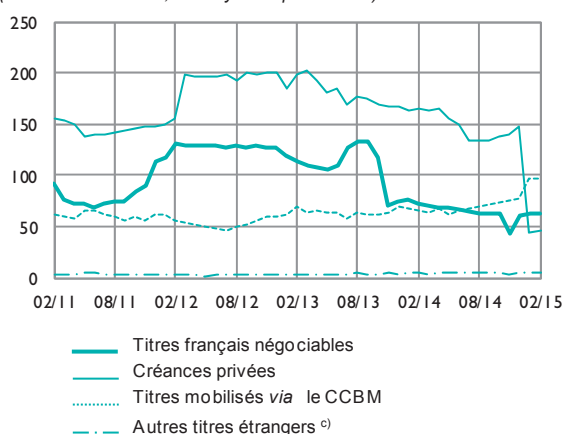
Évolution mensuelle des capitaux échangés ^{a)}

(en milliards d'euros, en moyenne quotidienne)

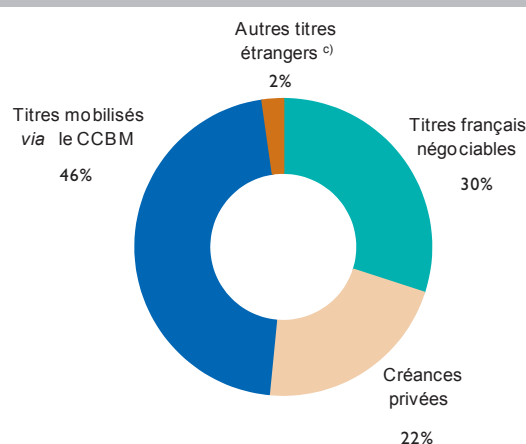


Évolution mensuelle des garanties mobilisées ^{b)}

(en milliards d'euros, en moyenne quotidienne)



Garanties mobilisées en février 2015 ^{b)}



a) Depuis le 18 février 2008, les systèmes TBF (composante française de TARGET) et PNS ont laissé place à TARGET2-Banque de France, seul système de paiement de montant élevé français.

b) Jusqu'au 15 février 2008, les montants indiqués représentaient les garanties effectivement mobilisées pour le crédit intrajournalier dans TBF. Depuis la mise en place de 3G (Gestion Globale des Garanties) et de TARGET2-Banque de France le 18 février 2008, les montants indiqués représentent le collatéral déposé dans un « pool » d'actifs mobilisables pour les opérations de politique monétaire et/ou de crédit intrajournalier.

c) Autres titres étrangers mobilisés via les liens entre les systèmes de règlement – livraison de titres

Source : Banque de France

Réalisé le 23 mars 2015

Notice méthodologique

I | Situation économique générale

I | I Compétitivité

Les **indicateurs de compétitivité** sont calculés selon la méthodologie présentée par L. Buldorini *et alii*¹. Les pondérations, égales à la moyenne des parts à l'importation et à l'exportation, prennent notamment en compte la concurrence sur les marchés tiers (double pondération à l'exportation). Elles sont calculées sur la base des échanges de produits manufacturés en moyenne sur les années 1995 à 2009. Pour les pays de l'Union européenne, les IPC utilisés comme déflateurs sont les indices de prix à la consommation harmonisés.

Le **groupe de 24 pays** partenaires de l'OCDE est constitué de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de la Corée du Sud, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Finlande, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse.

Le **groupe de 46 pays** partenaires est constitué de pays de l'Union européenne (l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, Chypre, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède), de l'Afrique du Sud, de l'Algérie, de l'Argentine, de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Chili, de la Chine, de la Corée du Sud, des États-Unis, de Hong Kong, de l'Inde, de l'Indonésie, de l'Islande, d'Israël, du Japon, de la Malaisie, du Maroc, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Philippines, de Singapour, de la Suisse, de Taïwan, de la Thaïlande, de la Turquie et du Venezuela.

I | 2 La balance des paiements

Définitions

La **balance des paiements** est un document statistique, présenté suivant les règles de la comptabilité en partie double, qui rassemble et ordonne l'ensemble des transactions économiques et financières entre les résidents français et les non-résidents au cours d'une période donnée. Elle est présentée conformément aux prescriptions internationales du 6^e *Manuel de balance des paiements* du Fonds monétaire international (FMI)². Elle alimente le compte du « Reste du monde » de la comptabilité nationale.

Les **résidents** sont les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité – à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France –, les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents, les personnes morales, françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit leur forme juridique.

Les **non-résidents** sont les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger – c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger –, ainsi que les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

Pour l'élaboration des statistiques de balance des paiements, la **France** comprend la métropole, la principauté de Monaco, les départements d'outre-mer

1 Buldorini, Makrydakos et Thimann (2002) : "The effective exchange rates of the euro", BCE, Occasional Paper, n° 2, consultable sur le site de la BCE (<http://www.ecb.int/pub/pdf/scpops/ecbocp2.pdf>)

2 L'acronyme anglais « BPM6 », pour « Balance of Payments Manual – 6th version », est également utilisé.

(Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion et Mayotte), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon³. Tous les autres pays, territoires et institutions constituent « l'étranger » ou le « reste du monde ».

Mode d'enregistrement

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante, à l'exception des acquisitions effectuées pour le négoce qui sont enregistrées avec un signe négatif (dans ce cas particulier, la valeur des biens acquis par un négociant n'est pas comptabilisée comme une importation ; elle est déduite de la valeur de l'exportation qui, elle, est représentative de la revente ; c'est ainsi une exportation nette de la valeur d'acquisition qui est enregistrée).

S'agissant du « haut de balance », constitué des transactions courantes, un solde (crédit moins débit)

positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc des entrées de capitaux. S'agissant du « bas de balance », constitué des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente donc un accroissement des créances (avoirs) nettes de la France et un solde négatif une réduction de ces créances (avoirs) nettes. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

La balance des paiements est établie chaque mois, dans une forme simplifiée et à partir d'estimations pour un certain nombre de postes, selon un calendrier annoncé à l'avance, environ six semaines après la fin du mois sous revue. Les révisions trimestrielles

Illustration du mode d'enregistrement de la balance des paiements

		+	-
Transactions courantes	Crédit	Recette (par exemple : exportation, réception d'un dividende ou d'une prestation)	Dépense (acquisition de biens lors d'une transaction de négoce)
	Débit	Dépense (par exemple : importation, envoi de fonds)	
	Solde	Excédent	Déficit

Compte financier	Avoirs	Augmentation des avoirs (par exemple, un investissement direct à l'étranger représente la constitution d'un actif sur l'étranger)	Diminution des avoirs (par exemple, une cession de bons du Trésor américain par un résident constitue une diminution de créance sur les États-Unis)
	Engagements	Augmentation des engagements (par exemple un emprunt auprès de banques étrangères constitue une augmentation des engagements vis-à-vis de l'étranger) ^{a)}	Diminution des engagements (par exemple, l'amortissement d'obligations d'État françaises détenues par des non-résidents est une opération de remboursement se traduisant par une réduction de la dette publique vis-à-vis de l'étranger, donc des engagements) ^{b)}
	Net	Accroissement des avoirs nets de la France	Diminution des avoirs nets de la France

a) Cette opération a pour contrepartie immédiate l'augmentation des avoirs d'une banque centrale ou d'une banque correspondante étrangère (opération de signe positif, mais dans les avoirs).

b) En contrepartie, il se produit une diminution des avoirs d'une banque centrale ou d'une banque correspondante étrangère (opération de signe négatif, mais dans les avoirs).

■ Entrée de capitaux

■ Sortie de capitaux

³ Les autres collectivités d'outre-mer (Polynésie française, Wallis et Futuna) et la Nouvelle-Calédonie, qui ne sont juridiquement pas membres de l'Union européenne ou de la zone euro, sont exclues du champ statistique de la balance des paiements de la France. Les deux principales de ces collectivités, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, disposent par ailleurs de leur propre balance des paiements réalisée par l'Institut d'émission d'outre-mer.

sont publiées environ 85 jours après la fin du trimestre de référence ; fondées sur des collectes plus complètes, elles permettent d'améliorer la qualité des données et de fournir une information plus détaillée. Les révisions annuelles, publiées en juin, concernent habituellement non seulement l'année précédente, mais également les deux années antérieures.

Les premiers résultats mensuels publiés sont qualifiés de provisoires. Les données trimestrielles après révision et les données de l'année précédant l'année en cours ont le statut de résultats semi-définitifs. Les données des années antérieures sont qualifiées de résultats définitifs.

Secteurs institutionnels

Dans certaines parties de la balance des paiements – les revenus secondaires, les investissements de portefeuille, les « autres investissements » –, les échanges recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident impliqué dans l'opération. On distingue dans ce cas :

- la [Banque de France](#) ;
- le [secteur des administrations publiques](#) (APU), qui regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (ODAC), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale ;
- le [secteur des institutions financières monétaires](#) (IFM) hors banque centrale, comprenant les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire ⁴ et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les organismes de placement

collectif⁵ monétaires, les sociétés de financement et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM ;

- les « [autres secteurs](#) », qui regroupent les agents économiques autres que ceux inclus dans les trois secteurs précédents : les autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, organismes de placement collectif – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), les entreprises industrielles et commerciales, les ménages et entrepreneurs individuels, et les institutions sans but lucratif au service des ménages (associations, fondations...), fréquemment désignées sous le sigle ISBLSM.

Les principales composantes de la balance des paiements

Définies par le 6^e *Manuel de balance des paiements* du FMI, les composantes de la balance des paiements sont réparties entre le compte de transactions courantes, le compte de capital et le compte financier. Le poste des erreurs et omissions nettes est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions traduisent les décalages statistiques issus d'incertitudes dans les taux de couverture de certaines collectes, de décalages de période, de différences de méthode... Sur moyenne période, les erreurs et omissions tendent à s'annuler.

Le [compte de transactions courantes](#) regroupe les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Les échanges de biens sont évalués à partir des statistiques du commerce extérieur de la direction générale des Douanes et Droits indirects, retraitées pour être en conformité avec la méthodologie de la balance des paiements ⁶, auxquelles sont ajoutées les transactions relatives à l'avitaillement, ce qui constitue les marchandises générales, et le négoce international.

⁴ Les établissements de crédit sont définis comme les entreprises dont l'activité consiste à recevoir du public des dépôts (ou d'autres fonds remboursables) et à octroyer des crédits pour leur propre compte (article 4 du règlement UE n° 575/2013 du 26 juin 2013).

⁵ Désignés ci-après par le sigle OPC.

⁶ Les données douanières sont publiés en CAF/FAB : les importations incluent le coût des assurances et du fret (« CAF »), tandis que les exportations sont mesurées à leur valeur au passage de la frontière (« franco à bord »). Il faut effectuer un retraitement pour obtenir des données FAB/FAB – conformes à la méthodologie de la balance des paiements –, retraitement qui reventile les coûts d'assurance et de fret dans les services correspondants.

Les **échanges de services hors voyages** sont subdivisés en plusieurs postes selon leur nature économique. Parmi les postes mis en évidence par la balance des paiements, figurent notamment les transports – ventilés entre les transports maritimes, aériens et les autres transports –, les services de construction, les services d'assurance et de pension, les services financiers, les commissions pour usage de propriété intellectuelle, les services de télécommunication, d'informatique et d'information, les autres services aux entreprises (services de recherche et développement, services de conseil en gestion, services techniques...), ainsi que les services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Les **voyages** constituent un poste particulier au sein des services, étant définis non par la nature économique de l'échange, mais par les modalités de celui-ci. La ligne voyages reflète au crédit l'ensemble des dépenses des non-résidents en France effectuées au titre de leurs frais de séjour à l'occasion d'excursions, de voyages touristiques ou de voyages d'affaires, de durée inférieure à un an, ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès de résidents ; au débit, les dépenses de même nature effectuées par des résidents français à l'étranger. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées sous cette ligne, mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont en principe inclus dans les voyages.

Les **revenus primaires** représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« revenus des investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

Les **rémunérations des salariés** comprennent les salaires, gages, traitements versés par des employeurs non résidents à leurs salariés résidents (travailleurs frontaliers, saisonniers, en mission de courte durée) et inversement, ainsi que les cotisations

sociales employeurs et employés. Les **revenus des investissements** correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus des investissements directs, revenus des investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve (cf. ci-après pour une définition des rubriques du compte financier).

Les **revenus secondaires** représentent les transactions entre résidents et non-résidents qui ne font pas intervenir le transfert de propriété d'un actif fixe ou le transfert de fonds lié à l'acquisition d'un actif fixe. Ils sont ventilés par secteur institutionnel.

Les **revenus secondaires des administrations publiques** comprennent notamment les versements au titre de la coopération internationale, les contributions de la France aux dépenses des organisations internationales, les recettes et versements d'impôts en provenance et à destination d'administrations publiques étrangères effectués dans le cadre de conventions fiscales, les versements des administrations de sécurité sociale à des travailleurs ou à d'anciens travailleurs non-résidents et à leurs ayants-droits, ainsi que les opérations avec les institutions européennes, hormis les concours alloués à la France au titre du Fonds européen de développement régional (FEDER) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), qui sont enregistrés, conformément à la méthodologie internationale, dans les transferts en capital.

Les **revenus secondaires des autres secteurs** regroupent deux rubriques, les *transferts personnels*, qui comprennent principalement les envois de fonds des travailleurs, et les autres opérations. Les envois de fonds des travailleurs correspondent aux montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice-versa. Les *autres opérations* comprennent des opérations de nature très diverse, parmi lesquelles les dons et versements humanitaires en faveur de personnes physiques et morales, les primes et indemnités d'assurance, les subventions et donations, les indemnités pour rupture de contrat, cautions et dédommagements, les prix littéraires, artistiques ou scientifiques, etc.

7 Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts...), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine...).

Le **compte de capital** regroupe les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange – remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement – ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits ⁷.

Le **compte financier** est décomposé en plusieurs rubriques en fonction de la nature et de la finalité des opérations, investissements directs, investissements de portefeuille, instruments financiers dérivés, « autres investissements » et avoirs de réserve. Les rubriques sont subdivisées en créances et engagements, puis ventilées selon le type d'opération ou d'instrument et enfin selon le secteur résident concerné.

Les **investissements directs** recouvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion. La notion d'investissement direct est donc plus large que celle de contrôle. Par convention, on considère qu'une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'une personne physique ou morale (l'investisseur) détient au moins 10 % des droits de vote – ou, à défaut, 10 % du capital social – d'une entreprise « investie ».

L'investissement direct met en relation des entités apparentées, c'est-à-dire :

- une entité « investisseur direct » (maison-mère) et une ou plusieurs entreprises investies, qu'il s'agisse de succursales, de filiales ou d'autres entreprises affiliées;
- des entreprises « investies » (sociétés sœurs) entre elles.

Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (opérations de prêt, flux de trésorerie et, plus généralement, l'ensemble des opérations financières à l'exception des opérations entre établissements de crédit et intermédiaires financiers affiliés). Les investissements immobiliers sont également considérés comme des investissements directs.

Les investissements directs sont présentés selon le **principe directionnel étendu**. Dans cette présentation alternative, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe. Le terme « principe directionnel » se réfère à l'incidence de cette méthode sur le « sens du prêt » et le terme « étendu » signale que le principe directionnel vaut à la fois pour les relations classiques mère-filiale et pour les relations entre sociétés sans lien direct en capital mais appartenant au même groupe (« sociétés sœurs »). Cette méthode, qui aboutit à ce que les montants de flux et d'encours de prêts transfrontières croisés au sein d'un même groupe se compensent entre eux, fait diminuer substantiellement le volume global des flux et des stocks d'investissements directs français à l'étranger et étrangers en France par rapport aux données élaborées selon la méthodologie standard définie par le *Manuel de balance des paiements* du FMI. La signification des agrégats d'investissements directs, en flux et en stocks, en est renforcée ⁸.

Les investissements directs français à l'étranger et étrangers en France sont décomposés par nature d'opérations entre :

- les **investissements immobiliers** et les **opérations en capital social**, qui comprennent les acquisitions de biens immobiliers, les créations, acquisitions ou extensions d'entreprises, réalisées sous forme d'acquisitions de titres ou d'actifs productifs, les subventions d'équilibre et les conversions de prêts en capital;
- le **réinvestissement des bénéfices**, qui correspond à la part des résultats nets courants des entreprises investies revenant à la maison-mère au cours d'un exercice comptable, diminuée des dividendes versés à la maison-mère au cours du même exercice;
- les **autres opérations**, qui recouvrent les opérations de prêts, avances, dépôts, à court et long termes, entre sociétés affiliées, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et intermédiaires financiers résidents et leurs correspondants étrangers, classés en « autres investissements ».

Les **investissements de portefeuille** retracent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents, achats à l'émission, négociations et remboursements, à l'exception des opérations

comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des produits financiers dérivés et des opérations de cession temporaire. Les positions courtes, nées de la vente à découvert de titres empruntés, sont déduites des avoirs des résidents.

Les flux sont partagés en avoirs et engagements et ensuite décomposés en fonction de la nature des titres échangés : actions et titres d'OPC, obligations et titres assimilés (c'est-à-dire tous les titres d'emprunt à plus d'un an d'échéance initiale), titres de créance à court terme (dont l'échéance est inférieure à un an). Les flux par catégorie d'instruments sont ensuite partagés en fonction du secteur résident détenteur (pour les avoirs) ou émetteur (pour les engagements). Les flux sont calculés à partir des variations d'encours, corrigées de l'impact des effets de valorisation (change et valorisation boursière) et des reclassifications statistiques.

Les **instruments financiers dérivés** comprennent les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur *swaps*. Les encours des instruments financiers dérivés sont valorisés à la valeur de marché.

Les **autres investissements** englobent toutes les opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne figurent pas sous une autre rubrique du compte financier. Cette rubrique se répartit entre créances et engagements des résidents vis-à-vis de l'étranger (y compris les prises et mises en pension livrée), puis par nature d'opérations (crédits commerciaux, prêts, dépôts et emprunts, autres avoirs et engagements), et enfin par secteur résident à l'origine des créances et des engagements. Les opérations de prêts et emprunts du secteur bancaire, par exemple celles qui financent le commerce international ou celles qui ont pour contrepartie des opérations d'investissement sur titres, jouent généralement un rôle important dans les mouvements de cette rubrique. On distingue en particulier les flux des institutions financières monétaires – IFM –, qui sont cohérents avec les informations destinées à l'élaboration des statistiques monétaires.

Les **avoirs de réserve** représentent les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate et sous le contrôle des autorités monétaires. Depuis la création de la zone euro, seuls les mouvements affectant la partie

des réserves de change non transférées à la BCE et qui restent gérées par la Banque de France figurent dans la balance des paiements de la France. Par ailleurs, compte tenu de l'adoption d'une méthodologie commune aux pays membres de l'Union monétaire, seules les créances sur des non-résidents hors zone euro sont prises en compte, ce qui exclut, de fait, de cette rubrique les placements en devises effectués auprès de banques non résidentes situées dans la zone euro.

Les avoirs de réserve sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS), de la position nette de réserve à l'égard du FMI et des autres avoirs de réserve.

I | 3 La position extérieure

La **position extérieure** de la France a pour objectif de retracer, à la date d'arrêté, l'ensemble des créances et des engagements des résidents vis-à-vis des non-résidents. Elle est élaborée à l'aide d'enquêtes périodiques de stocks. La position extérieure fournit des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs français. Conformément aux recommandations du 6^e *Manuel de balance des paiements* du FMI, les créances et engagements extérieurs de la France sont présentés suivant les mêmes rubriques que la balance des paiements.

Les **encours d'investissements directs** sont recensés chaque année. Ils peuvent être valorisés en valeur de marché, en valeur comptable, ou en valeur mixte. La **valeur comptable** des encours est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents. Pour l'élaboration des chiffres définitifs (publiés en principe dix-huit mois après la date d'arrêté), le montant d'un investissement est calculé en multipliant la quote-part détenue par l'investisseur direct dans la société investie par la valeur des capitaux propres de la société. Les chiffres estimés

sont établis tant pour les investissements directs français à l'étranger que pour les investissements étrangers en France, à partir des dernières données comptables disponibles, augmentées des flux de balance de paiements relatifs aux investissements directs.

Le recensement est limité aux encours détenus directement par les investisseurs directs, les participations indirectes (de deuxième rang, de troisième rang, etc.) n'étant pas prises en compte. Ainsi, si la filiale étrangère d'un investisseur résident détient elle-même un investissement direct dans une autre société, ce deuxième investissement n'est pas pris en considération. De même, si la filiale française d'un investisseur étranger détient une autre filiale en France, ce deuxième investissement n'entre pas dans l'encours recensé.

Les encours d'investissements directs en **valeur de marché**, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptes financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

En **valeur mixte**, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable. Cette méthode de valorisation est la plus répandue au sein de l'Union européenne et permet des comparaisons de la position extérieure entre pays. Elle est ainsi utilisée par la Commission européenne pour établir les indicateurs européens de déséquilibres macroéconomiques, et par la Banque centrale européenne pour élaborer la position extérieure de la zone euro.

La **position-titres** recouvre les encours de titres étrangers détenus par les résidents (avoirs) et les encours de titres français détenus par les non-résidents (engagements). La source principale pour le suivi des détentions est la collecte titre par titre menée auprès des teneurs de compte conservateurs résidents (collecte PROTIDE). Les teneurs de compte-conservateurs déclarent titre par titre leur compte propre ainsi que les positions de leur clientèle, tant résidente que non résidente, relevant des investissements de portefeuille. La collecte PROTIDE

couvre également les actions émises au nominatif pur et administrées par des intermédiaires.

Les titres recensés, s'agissant des investissements de portefeuille des résidents en titres étrangers (avoirs), sont tous les titres étrangers en euros ou en devises, (actions, titres d'OPC monétaires et non monétaires, obligations, titres de créance à court terme) émis par des non-résidents et détenus par les résidents, à l'exception des titres de participation détenus dans le cadre d'investissements directs, des titres qui ne peuvent être cédés qu'avec l'accord de l'émetteur et des bons de caisse émis par les banques non résidentes, ainsi que des titres étrangers détenus par des résidents n'appartenant pas au secteur des IFM et conservés directement à l'étranger par ceux-ci.

Les investissements de portefeuille des non-résidents en titres français (engagements) comprennent tous les titres en euros ou en devises émis par des résidents et détenus par des non-résidents. Le portefeuille des non-résidents en titres français est ventilé entre les actions, les titres d'OPC monétaires et non monétaires, les obligations et assimilées (dont les OAT et les BTAN), les titres de créance à court terme (dont les bons du Trésor à taux fixe). Ne sont inclus dans le recensement ni les actions détenues au titre des investissements directs, ni les titres français (actions, obligations ou titres de créance à court terme) détenus hors de France par les non-résidents, à l'exception des obligations émises sur le marché international. Pour cette catégorie d'instrument, l'encours détenu par les non-résidents est inclus dans les engagements des résidents, quel que soit le lieu de conservation du titre (France ou étranger).

Les portefeuilles sont évalués en valeur de marché, à la date d'arrêté du recensement, coupon couru inclus pour les titres de dette.

Les **encours d'instruments financiers dérivés** regroupent les données sur les options – instruments conditionnels achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs –, ainsi que sur les swaps, FRAs et forwards du secteur bancaire. Ils sont valorisés en valeur de marché.

La **position en autres investissements** comprend les crédits commerciaux et les avances à la commande, la position dépôts-crédits des entreprises, des OPC non monétaires et des entreprises d'investissement, les créances des ménages vis-à-vis de l'étranger, la position prêts-emprunts des IFM résidentes, les

investissements des autorités monétaires et des administrations publiques non recensés ailleurs. Les encours sont évalués en valeur nominale.

Les **avoirs de réserve** sont valorisés à chaque fin de mois sur la base des cours déterminés comme suit :

- l'or est valorisé au cours du dernier jour du mois ;
- les droits de tirage spéciaux et la position vis-à-vis du Fonds monétaire international sont évalués au dernier cours du DTS calculé par le FMI à la date d'arrêt ;
- les devises sont comptabilisées au cours constaté à la date d'arrêt.

2| Monnaie, placements et financements

Zones géographiques

Zone euro depuis le 1^{er} janvier 2015 : Allemagne + Autriche + Belgique + Chypre + Espagne + Estonie + Finlande + France + Grèce + Irlande + Italie + Lettonie + Lituanie + Luxembourg + Malte + Pays-Bas + Portugal + Slovaquie + Slovénie

Les séries statistiques relatives à la zone euro tiennent compte des modifications de la composition de la zone euro.

Pour l'élaboration des statistiques monétaires, le territoire français est défini comme suit :

France = métropole + Monaco + départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, Mayotte) + Saint-Pierre-et-Miquelon + Saint-Martin + Saint-Barthélemy.

Secteurs économiques

Institutions financières monétaires (IFM) : elles comprennent les établissements de crédit résidant dans la zone euro, tels que définis par la législation communautaire, et toutes les institutions financières résidentes dont l'activité est de recevoir des dépôts et/ou de proches substituts des dépôts d'entités autres que les IFM et qui, pour leur propre compte, du moins en termes économiques, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Aux termes de cette définition, les IFM résidant en

France sont la Banque de France, les établissements de crédit au sens de la loi bancaire, à l'exception des sociétés de caution mutuelle, la Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Caisse nationale d'épargne.

Administrations publiques (APU) = État + administrations d'États fédérés + administrations de Sécurité sociale + collectivités locales

Secteur privé = sociétés non financières + ménages + sociétés d'assurance et fonds de pension + institutions à but non lucratif au service des ménages + autres intermédiaires financiers (OPC monétaires, entreprises d'investissement, fonds communs de créances, etc.)

Agents non financiers (ANF) = administrations publiques + secteur privé – autres intermédiaires financiers

Cette catégorie englobe exclusivement les agents dont les décisions en matière de placement ou d'endettement ne résultent pas d'un comportement d'intermédiaire financier.

Instruments financiers

Les **dépôts à terme** comprennent les dépôts qui ne peuvent être convertis en espèces avant un terme fixe convenu ou qui ne peuvent être convertis en espèces avant ce terme que moyennant sanction.

Les **dépôts avec un préavis inférieur ou égal à 3 mois** recouvrent les dépôts d'épargne à vue qui présentent, à la différence des dépôts à vue, un caractère de transférabilité incomplet. Il s'agit, par exemple, en France, des livrets A et bleus, des livrets de développement durable, des comptes d'épargne-logement, des livrets d'épargne populaire, des livrets jeunes et des livrets soumis à l'impôt.

Les **pensions** représentent des espèces perçues en contrepartie de titres vendus à un prix donné dans le cadre d'un engagement de rachat desdits titres (ou de titres similaires) à un prix et à une date déterminés. Les titres autres que des actions ou titres de créance sont constitués de titres de créances négociables et échangés sur des marchés secondaires. La composante française de cette rubrique comprend, notamment, les obligations et les bons à moyen terme négociables (BMTN).

Les **titres de créance à court terme** correspondent à des titres émis par des IFM, des SNF ou des APU, d'une durée initiale inférieure ou égale à un an, négociables sur des marchés monétaires liquides. Au plan français, cette catégorie regroupe les certificats de dépôt, les billets de trésorerie et les bons du Trésor à taux fixe et à intérêt pré-compté (BTF).

Sont qualifiés de **monétaires** tous les **actifs** financiers entrant dans la composition de l'agrégat *M3* suivi par la Banque centrale européenne.

$M1$ = pièces et billets en circulation + dépôts à vue

$M2$ = $M1$ + dépôts remboursables avec un préavis inférieur ou égal à trois mois + dépôts à terme d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans

$M3$ = $M2$ + pensions + titres d'OPC monétaires + titres de créance de durée initiale inférieure ou égale à deux ans

Seules les positions vis-à-vis des résidents de la zone euro, qui ne sont ni des IFM ni des institutions relevant de l'administration centrale, sont incluses dans *M3*.

Les **crédits** incluent les crédits à l'habitat, à la consommation, à l'investissement, de trésorerie, les autres crédits, les créances douteuses brutes, le crédit-bail, les avoirs en titres non négociables et les dettes subordonnées constituées sous la forme de dépôts ou de prêts.

Par souci de prendre en compte d'éventuels mouvements de substitution entre actifs en euros et actifs en devises, le suivi des instruments financiers s'appuie sur un critère « **toutes devises** ».

Séries chronologiques

Monnaie et Finance

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/monnaie-et-finance.html>

- Les évolutions monétaires de la France
- Les agrégats monétaires de la zone euro
- Monnaie et placements France et zone euro

Titres, crédit et dépôts

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/titres-credit-et-depots.html>

- Dépôts et placements
- Crédit
- Endettement et titres
- Comptes financiers
- Assurances

Conjoncture et Croissance

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/conjoncture-et-croissance.html>

- Les indicateurs de conjoncture hebdomadaire
- Enquêtes de conjoncture mensuelles
- Publications régionales

Balance des paiements et autres statistiques internationales

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/balance-des-paiements-et-autres-statistiques-internationales.html>

- La balance des paiements et la position extérieure
- L'activité bancaire internationale

Entreprises

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/entreprises.html>

- Crédits par type d'entreprise
- Délais de paiement
- Défaillances d'entreprises
- Comptes d'entreprises en Europe
- Structure et performances des entreprises
- Bases de données BACH et Références sectorielles européennes

Changes et Taux

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/changes-et-taux.html>

- Les taux de change
- Les taux directeurs
- Les taux d'intérêt
- Taux du marché interbancaire
- Taux de référence des bons du Trésor et OAT
- Indices obligataires
- Cours de l'or à Paris

Base de données

<https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/base-de-donnees.html>

- Accès interactif aux séries statistiques *via* la base de données Webstat
- Taux d'intérêt et taux de change
- Statistiques monétaires
- Dépôts et crédits en région : centralisations financières territoriales
- Émissions de titres
- Endettement des agents non financiers
- Endettement des agents non financiers dans les autres pays
- Taux d'intermédiation financière
- Comptes nationaux financiers
- Activité financière internationale
- Balance des paiements
- Position extérieure
- Enquêtes de conjoncture
- Entreprises : délais de paiement
- Système et Moyens de paiements